



VILLE DE QUÉBEC

Agglomération de Québec

RÈGLEMENT R.A.V.Q. 171

**RÈGLEMENT DE L'AGGLOMÉRATION SUR LA RÉSERVE
FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE PROJETS
DÉCOULANT DE L'ENTENTE DE PRINCIPE ACCORD
CAPITALE-NATIONALE**

**Avis de motion donné le 20 novembre 2007
Adopté le 4 décembre 2007
En vigueur le 17 janvier 2008**

NOTES EXPLICATIVES

Ce règlement crée une réserve financière pour appuyer la réalisation de projets découlant de l'entente de principe Action concertée de coopération régionale de développement de la région de la Capitale-Nationale (ACCORD).

La réserve est dotée annuellement d'une somme de 3 000 000 \$ provenant des fonds versés à la ville par le ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale en vertu d'une entente relative à la préparation et la mise en œuvre d'un plan de développement économique.

Ce règlement est soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de l'ensemble du territoire.

RÈGLEMENT R.A.V.Q. 171

RÈGLEMENT DE L'AGGLOMÉRATION SUR LA RÉSERVE FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DÉCOULANT DE L'ENTENTE DE PRINCIPE ACCORD CAPITALE-NATIONALE

LA VILLE DE QUÉBEC, PAR LE CONSEIL D'AGGLOMÉRATION, DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. Une réserve financière nommée « Réserve financière pour la réalisation de projets découlant de l'entente de principe ACCORD Capitale-Nationale » est créée.

2. La Réserve financière pour la réalisation de projets découlant de l'entente de principe ACCORD Capitale-Nationale a pour fins de financer certaines dépenses relatives à la réalisation de projets découlant de l'entente de principe ACCORD Capitale-nationale.

L'entente de principe ACCORD Capitale-Nationale constitue l'annexe I de ce règlement.

3. Le montant projeté de la Réserve financière pour la réalisation de projets découlant de l'entente ACCORD Capitale-Nationale est de 15 000 000 \$.

4. La ville affecte annuellement à la Réserve financière pour la réalisation de projets découlant de l'entente de principe ACCORD Capitale-Nationale pour les exercices financiers 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011 une somme de 3 000 000 \$ provenant du versement d'une contribution financière du ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale en vertu d'une entente conclue en octobre 2007.

5. L'existence de la Réserve financière pour la réalisation de projets découlant de l'entente de principe ACCORD Capitale-Nationale prend fin à la date la plus tardive suivante :

1° le 31 décembre 2013;

2° lorsque l'ensemble des sommes affectées à la réserve sont dépensées.

6. Sous réserve de l'article 5, à la fin de l'existence de la Réserve financière pour la réalisation de projets découlant de l'entente de principe ACCORD Capitale-Nationale, l'excédent des revenus sur les dépenses, le cas échéant, est affecté au fonds général.

7. Une dépense à être engagée par la ville pour la réalisation de projets visés par l'article 2 est admissible à un financement par la Réserve financière pour la

réalisation de projets découlant de l'entente de principe ACCORD Capitale-Nationale si le projet est de nature à contribuer significativement à l'atteinte des objectifs de la stratégie de développement économique de la ville.

8. Tout intérêt généré par les sommes versées à la Réserve financière pour la réalisation de projets découlant de l'entente de principe ACCORD Capitale-Nationale est affecté aux dépenses décrites à l'article 7.

9. Une dépense admissible en vertu de l'article 7 est engagée par le conseil d'agglomération, le comité exécutif ou un fonctionnaire ou employé de la ville, selon ce que prévoit la Charte de la Ville de Québec (L.R.Q., chapitre C-11.5) ou la réglementation applicable.

Une dépense engagée au sens du présent article peut prendre la forme d'une subvention, d'un prêt, d'une garantie de prêt et autres formes de financement similaire.

10. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ANNEXE I

(article 2)

ENTENTE DE PRINCIPE ACCORD

ENTENTE DE PRINCIPE ACCORD

ACTION CONCERTÉE DE COOPÉRATION RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE**ENTRE**

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par le MINISTRE DES TRANSPORTS ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE, monsieur Michel Després, et par le MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION, monsieur Raymond Bachand, dûment autorisés,

ci-après désigné le « **GOUVERNEMENT** »

ET

Le COMITÉ RÉGIONAL ACCORD DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE, représenté par son président, monsieur Paul-Arthur Huot,

ci-après désigné le « **COMITÉ RÉGIONAL ACCORD** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec s'est engagé à soutenir les initiatives qui permettent au Québec de réaliser son plein potentiel économique et que dans sa stratégie de développement économique, il prévoit assurer le développement des créneaux d'excellence identifiés par les régions;

ATTENDU QUE la démarche ACCORD repose sur la capacité d'une région d'innover, de s'adapter en permanence, de se mobiliser et de se démarquer dans un domaine spécifique qui lui permette de développer son image de marque, sa qualité de vie et de relever le défi de la mondialisation;

ATTENDU QU'un créneau d'excellence est défini comme un système productif ou un segment d'un système productif qu'une région a identifié et où elle peut prétendre jouer un rôle prépondérant et développer une image de marque qui sera reconnue à l'échelle nationale et internationale;

ATTENDU QU'avant que la démarche ACCORD soit initiée dans la région de la Capitale-Nationale en janvier 2006, l'agence de développement économique PÔLE Québec Chaudière-Appalaches avait déjà, depuis 2002, identifié plusieurs secteurs prioritaires pour la région et leurs éléments dominants qui la distinguent dans ces secteurs (voir la liste des études à l'annexe A);

ATTENDU QUE le Conseil de la science et de la technologie a récemment produit un avis confirmant les secteurs prioritaires de la région et leurs principales caractéristiques dominantes (voir la référence à l'annexe A);

ATTENDU QUE depuis le lancement de la démarche ACCORD en janvier 2006, une importante mobilisation des forces vives de la région s'est enclenchée et qu'un effort considérable a été effectué en vue d'identifier et de cibler, à partir des secteurs prioritaires pour la région, des créneaux d'excellence plus spécifiques, une vision d'avenir pour leur développement et des projets structurants;

ATTENDU QUE le milieu économique de la Capitale-Nationale a clairement indiqué son intention de participer financièrement à la réalisation de certaines études, notamment pour l'étalonnage international d'initiatives structurantes, en vue d'atteindre les objectifs de la démarche ACCORD et les cibles visées dans la présente entente;

ATTENDU QUE la première phase de cette démarche – l'Entente de principe - est la conclusion d'une entente de partenaires sur le développement de créneaux d'excellence,

capables de positionner la région comme un joueur majeur dans l'économie nord-américaine et mondiale à l'intérieur d'un secteur d'activités particulier, et pour lequel la région pourra développer une image de marque;

ATTENDU QUE le deuxième volet de cette démarche – L'Entente de mise en oeuvre - vise l'établissement d'un plan de mise en oeuvre des créneaux d'excellence de l'Entente de principe (Voir à l'annexe H les pistes de développement et les projets structurants anticipés pour les ententes de mise en oeuvre);

ATTENDU QUE la présente entente constitue une entente de principe entre les partenaires, qui n'a pas de valeur juridique;

EN CONSÉQUENCE, le gouvernement du Québec et le comité régional ACCORD de la région de la Capitale-Nationale conviennent de ce qui suit :

1. OBJETS DE L'ENTENTE DE PRINCIPE

La présente entente a pour objet :

- 1.1 D'identifier pour la région de la Capitale-Nationale les créneaux prioritaires : **Technologies appliquées; Sciences de la vie, Aliments santé; Métaux et Matériaux avancés; Tourisme : Patrimoine-Culture/Nature et Assurances;**
- 1.2 D'identifier et de convenir des créneaux d'excellence capables de positionner la région de la Capitale-Nationale comme un joueur majeur dans l'économie nord-américaine et mondiale;
- 1.3 D'identifier une vision stratégique et les axes de développement de ces créneaux d'excellence;
- 1.4 D'identifier pour la région de la Capitale-Nationale les créneaux d'excellence, **Technologies appliquées** (filières : Optique-photonique, Défense, Sécurité et Protection civile; Divertissement interactif; Géospatiale), **Sciences de la vie** (filières : Diagnostic rapide; Instrumentation médicale; Chimie fine; NeuroCité); **Aliments santé; Tourisme : Patrimoine-Culture/Nature et Assurances**, en vue de jouer un rôle stratégique au Québec, en Amérique du Nord et au niveau mondial;
- 1.5 D'identifier pour la région de la Capitale-Nationale le créneau d'excellence **Métaux et Matériaux avancés** (filière : Bâtiment vert et intelligent pour le marché de la construction) comme étant actuellement en pleine émergence, afin de veiller à son développement en vue de jouer un rôle stratégique, sur un horizon à plus ou moins long terme, au Québec, en Amérique du Nord et au niveau mondial;
- 1.6 D'identifier **Recherche-Développement-Innovation** comme étant un enjeu transversal majeur particulier à la région, essentiel et commun à l'ensemble des créneaux d'excellence de la Capitale-Nationale, en vue de jouer un rôle stratégique au Québec, en Amérique du Nord et au niveau mondial.

2. DESCRIPTION DES CRÉNEAUX D'EXCELLENCE IDENTIFIÉS ET DES CIBLES VISÉES

- 2.1 Le créneau d'excellence **Technologies appliquées** duquel découlent les filières : **Optique-photonique, Défense, Sécurité et Protection civile, Divertissement interactif et Géospatiale.**

Vision

D'ici 2012, positionner la région de la Capitale-Nationale au rang des chefs de file internationaux dans le créneau d'excellence, en développant une culture de collaboration, d'innovation et de commercialisation entre les entreprises, les centres de recherche, les organismes régionaux et les établissements de formation.

Principales caractéristiques

Ce créneau regroupe plus de **400 entreprises** oeuvrant dans les domaines comme l'optique, la photonique, la défense, la sécurité et la protection civile, l'électronique, la géomatique, le développement logiciel, les services informatiques, le jeux et le divertissement interactif. Le secteur génère environ **un milliard 400 M\$ par année** et compte approximativement **11 700 emplois** qui sont considérés à haute valeur ajoutée.

Le créneau est nettement exportateur avec plus de 70 % de toutes les ventes de produits et services qui se font à l'extérieur de nos frontières. De plus, il représente **le plus important créneau d'investissements étrangers dans la région** avec plus de **30 % de l'investissement étranger** en filiales établies dans la région : des 144 filiales étrangères dans la ZONE Québec Chaudière-Appalaches, 45 sont dans le créneau des Technologies appliquées. Le pourcentage augmente à plus de 50 % quand nous faisons abstraction de la région Chaudière-Appalaches.

Ce créneau se caractérise aussi par une forte concentration de recherche de niveau international employant approximativement **3 000 chercheurs**. Deux des trois centres d'excellence canadiens dans la région sont reliés au créneau et **l'investissement annuel dans la structure d'innovation** pour la région représente approximativement **300 M\$ par année** :

- R & D pour la défense Canada (RDDC) Valcartier est le plus important centre en recherche des forces armées canadiennes au pays, avec plus de 130 liens de partenariats et de collaborations à travers son réseau d'expertise mondial.
- L'Institut national d'optique (INO) est à l'origine de plus de 30 essaimages (*spin offs*) et transferts technologiques générant le plus important nombre d'entreprises dans la filière de l'Optique Photonique.
- Le Centre d'optique photonique et laser de l'Université Laval (COPL) est le plus important centre de recherche universitaire au niveau de l'optique et de la photonique. Le nouveau pavillon de l'optique-photonique représente un investissement dans la région de 31 M\$.
- Le Centre de recherche en géomatique (CRG) compte la chaire canadienne CNRG dans le domaine.
- Le réseau GEOIDE a pour mission de catalyser la recherche et le développement en géomatique au Canada. Il est l'un des trois centres d'excellence canadiens dans la région tel que reconnu par le réseau canadien des centres d'excellence.
- L'Institut canadien pour les innovations en photonique (ICIP) est l'un des trois centres d'excellence canadiens dans la région tel que reconnu par le réseau canadien des centres d'excellence.
- Créé à l'Université Laval, l'Institut Technologies de l'information et Sociétés (ITIS) a pour mission d'accélérer la production de nouvelles connaissances et l'émergence de projets structurants dans ce secteur de pointe.
- Le Centre de robotique industriel (CRI) a pour mission d'accroître la productivité des PME manufacturières québécoises par la recherche, le développement technologique et le transfert de connaissances dans les domaines de la robotique, de la vision, des commandes et des procédés industriels.
- Le Laboratoire de vision et systèmes numériques (LVSN) du Département de génie électrique et de génie informatique, de la Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval regroupe les travaux de sept professeurs et de près de cinquante étudiants gradués et professionnels de recherche autour du thème de la vision par ordinateur et de ses applications industrielles et biomédicales.
- Le Laboratoire de Systèmes Mécaniques Intelligents (LSMI) fait partie du Département de génie mécanique de la Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval. Les activités de recherche qui y sont réalisées à court terme sont orientées vers l'optique et la vibration.

- Le Centre international de recherche et de formation en neurophotonique (CIRFN) constitue un élément important dans le domaine de la biophotonique.

La région constitue un pôle d'innovation au Canada et au niveau international grâce aux centres de recherche, aux entreprises d'importance qui se démarquent, notamment EXFO, ABB Solutions Analytiques, Olympus NDT Canada, DAP Technologies – Roper Industries, Hewlett Packard, Ubisoft, Beenox – Activision, General Dynamics, DMR – Fujitsu, CGI, LGS-IBM, Nurun, Bell, Telus, Taleo, SNC Tech, Groupe Alta, Dynagram, Gecko Electronique et Thales.

Pistes de développement du créneau d'excellence

Pour accomplir sa vision, le créneau des Technologies appliquées a défini quatre filières spécifiques pour le développement régional avec le plus haut potentiel de développement à court et à moyen terme, avec les atouts nécessaires pour réussir. Pour atteindre les objectifs spécifiques de chaque filière, une opportunité d'affaires a été identifiée et un projet structurant est proposé. On retrouvera ces éléments, susceptibles de faire partie de l'Entente de mise en œuvre, à l'annexe H. L'effet combiné du développement de chaque filière sera le levier utilisé pour atteindre la vision commune.

La filière Optique - Photonique

Principales caractéristiques

Cette filière regroupe plus de **30 entreprises** oeuvrant dans le domaine qui génèrent plus de **250 M\$** par année. Le nombre d'emplois répertoriés dans la filière est de **2 200 emplois**, tous étant considérés à haute valeur ajoutée. Dans la structure d'innovation, 900 emplois sont rattachés à cette filière et sont dispersés dans différents centres de recherche tels l'Institut national d'optique (INO), le Centre optique photonique et Laser de l'Université Laval (COPL) ou encore à RDDC Canada. Approximativement **100 M\$** par année sont **investis en recherche et développement**. La région constitue un pôle d'innovation au Canada et au plan international grâce aux centres de recherche, aux entreprises d'importances qui s'y retrouvent, notamment EXFO inc., ABB Solutions Analytiques, Teraxion et Fiso et par l'importance de son marché en forte croissance.

Potentiel de croissance

La filière s'est donné une **vision sur 5 ans** :

- Doubler le chiffre d'affaires de la région (500 M\$);
- Créer environ 1 000 nouveaux emplois;
- Augmenter la structure d'innovation de 50 % (emplois en recherche);
- Consolider une nouvelle entreprise régionale en l'amenant à plus de 500 employés et supporter la croissance de sept autres au stade de plus de 100 employés;
- Réaliser cinq transferts technologiques générant de la valeur (création d'entreprise ou augmentation de 30 % des exportations à l'intérieur d'une entreprise existante);
- Compléter sept essaimages (*spin offs*) dans les domaines émergents de l'optique-photonique (Sciences de la Vie, Défense et Sécurité et Procédés industriels);
- Travailler pour attirer trois entreprises étrangères de classe mondiale qui s'installeront dans la région dans les domaines émergents.

Support du milieu

Cette initiative est en ligne avec la volonté d'expansion et de développement de la filière Optique-photonique comme base du développement technologique de la région; confirmée entre autres par l'implantation de INO, le COPL et RDDC de Valcartier.

La région se démarque par les efforts soutenus qu'elle a déployés pour supporter cette filière. Ce projet bénéficie de l'appui des membres du comité Optique-photonique de la démarche ACCORD incluant des représentants de la grande entreprise (EXFO inc.), des centres de recherche du domaine (INO), des regroupements industriels (RPQ) et des représentants de petites et moyennes entreprises (CREAFORM). Tous ont confirmé leur appui non seulement au projet, mais aussi au financement des études d'étalonnage et au développement du plan d'action.

La filière Défense, Sécurité et Protection civile¹

Principales caractéristiques

Cette filière caractérise la région depuis plus d'un siècle et demi avec son secteur industriel militaire. Ville de garnison et forteresse de la défense, Québec regroupe **environ 5 000 militaires et employés civils** à la Citadelle, à la Base militaire de Valcartier ou à RDDC Valcartier. La région regroupe 80 entreprises (secteurs industriel ou technologique confondus) oeuvrant dans le domaine (SNC Technologies, DMR, CGI, Thalès, General Dynamics, etc). 800 chercheurs (INO, RDDC, Université Laval et COPL) sont directement ou indirectement reliés à la structure d'innovation de la filière. La **filière génère** (directement ou indirectement, en tout ou en partie) **6 000 emplois de qualité**. L'**investissement** en recherche et développement est de l'ordre de **110 M\$** annuellement. Les systèmes optroniques, de combat et d'information C4ISR sont des pôles d'excellence qui contribuent à démarquer cette filière.

Potentiel de croissance

D'ici cinq ans, grâce à ses pôles d'excellence, cette filière veut atteindre les objectifs suivants:

- Augmentation de 10 % à 20 % du nombre d'emplois dans les secteurs technologiques directement reliés aux projets de la défense et de la sécurité publique (entre 800 et 1 200 emplois);
- Investissement en capital de 100 M\$ par les entreprises et les centres de recherche et de développement;
- Création d'un district Défense, Sécurité et Protection civile;
- Solidifier l'enracinement des entreprises étrangères dans la région en augmentant les activités reliées à la Défense et à la Protection civile et que chacune de ces entreprises se réalise dans la région et augmente de 400 % le nombre d'emplois directement reliés;
- Augmenter les retombées industrielles régionales (RIR) directes et indirectes dans la région de 50 %;
- Générer un volume d'affaires additionnel au sein des entreprises technologiques reliées à la défense et à la sécurité de 140 M\$;
- Attirer une entreprise étrangère de classe mondiale dans la région.

Support du milieu

À la suite des consultations dans le cadre de la démarche ACCORD, ces projets bénéficient d'un appui important de la part d'intervenants majeurs régionaux de la filière réunis autour du Technopôle en Défense et Sécurité, tel que le démontre une lettre d'appui aux projets signée par les entreprises, les centres de recherche et les organismes associés au Technopôle et à l'industrie de la Défense et de la Sécurité (SNC Tec, DMR, Telops, Gentec, RDDC Valcartier, etc.) confirmant leur appui et leur engagement au développement du secteur et à la mise en oeuvre des projets structurants proposés par le créneau (voir les lettres d'appui du milieu à l'annexe B).

¹ Voir la fiche technique à l'annexe B

La filière Divertissement interactif²

Principales caractéristiques

Cette filière en développement est considérée comme l'une des plus dynamiques de la région. Ce sont plus de **12 entreprises** qui oeuvrent dans le domaine et qui représentent **1 000 emplois** à haute valeur ajoutée incluant des entreprises de taille mondiale comme Ubisoft et Activision. La région a connu une impressionnante croissance du secteur de 70 % sur trois ans en moyenne. De plus, **les produits de la région sont exportés à 90 %** et ont un effet multiplicateur pour la région. Domaine d'attraction pour les jeunes, le divertissement interactif est une des branches industrielles à haut potentiel de rétention pour nos jeunes dans la région et représente un pôle d'attraction important pour les carrières en sciences.

Potentiel de croissance

Pour la filière du divertissement interactif, la région de la Capitale-Nationale **deviendra le troisième pôle en importance** du divertissement interactif au Canada (après Vancouver et Montréal) et **d'ici cinq ans**, elle atteindra la **création de 1 000 emplois directs** dans cette industrie.

De plus, la mise sur pied d'une école nationale de classe mondiale en divertissement interactif permettra de:

- Positionner la région comme un centre névralgique du jeu vidéo et assurer la croissance de l'industrie à Québec;
- Assurer le développement d'une main-d'œuvre qualifiée et formée;
- Offrir une formation concrète et de haut niveau;
- Profiter de l'expertise développée par les institutions d'enseignement dans les différents champs de concentration;
- Permettre une collaboration entre les programmes pour mieux préparer les étudiants aux défis de l'industrie;
- Contribuer à mettre en place des centres de recherche ou des chaires spécifiques à l'industrie du jeu vidéo.

Support du milieu

Cette initiative est appuyée par les deux plus importants représentants de l'industrie dans la région (Ubisoft et Activision). De plus, ce projet compte également sur l'appui du ITIS (Université Laval), des centres de formation ainsi que d'un groupe élargi d'entrepreneurs de l'industrie du divertissement interactif (Hummagade, Sarbakan, etc.). Tous ont confirmé leur appui non seulement au projet, mais au développement du plan d'action et sont prêts à travailler avec le comité de créneau dans la mise en oeuvre du plan.

La filière Géospatiale³

Principales caractéristiques

La région de Québec est un joueur important dans le domaine de la technologie géospatiale. La technologie géospatiale utilise la composante géographique de l'information et s'y réfère. Ce domaine d'expertise comprend notamment toutes les activités connues du secteur de la géomatique, ainsi que les technologies et applications reliées à l'intelligence d'affaires, aux outils de sécurité informatique, aux expertises en intégration de systèmes et aux plateformes de télécommunications. Pour ne nommer que quelques exemples régionaux, mentionnons les applications en

² Voir la fiche technique à l'annexe C

³ Voir la fiche technique à l'annexe D

télésecrétariat mobile de Medical Intelligence, les solutions en traçabilité et transport des matières premières d'Exact Modus, les systèmes de tableaux de bord pour l'industrie lourde de Syntell, les outils de visualisation Web pour la gestion des unités d'urgence de Korem, les systèmes de gestion de contenus et d'analyse des risques pour le secteur assurance de DMR, etc.

À elle seule, la **filière de la géomatique** canadienne a connu **une croissance de ses revenus de 16 % en 2004** pour atteindre **2,8 G\$** tandis que le marché mondial du B.I. (Business Intelligent) connaîtra une **croissance de 6,4 % à 13,6 %** selon les territoires et devrait atteindre les **3 G\$ en 2009**. Quant au **secteur du service d'intégration de systèmes**, une **croissance annuelle** du marché mondial de 4,6 % est prévue et devrait atteindre les **89,9 G\$ en 2009**. Pour sa part, le marché mondial de la sécurité informatique était estimé à 13 G\$ en 2004.

La région de Québec, pour sa part, se démarque dans les technologies géospatiales par la présence de **132 entreprises et 38 centres de recherche et laboratoires**. Plus de **7 200 personnes** sont directement ou indirectement reliées à cette filière. L'industrie régionale en géospatiale génère des **revenus de 800 M\$**.

Potentiel de croissance

Pour la filière Géospatiale, **l'objectif d'ici 2015** est de positionner la région de la Capitale-Nationale parmi les trois pôles mondiaux en technologies géospatiales, permettant ainsi :

- Un positionnement fort auprès des grands donneurs d'ordre de l'industrie mondiale qui permettra de générer des retombées économiques importantes et d'assurer un accroissement de la richesse du secteur régional;
- D'accroître le nombre d'emplois de près de 25 %, portant ainsi le nombre de personnes à 9 000 dans les secteurs reliés à la géospatiale;
- D'atteindre des revenus annuels régionaux de 1,5 G\$;
- D'accroître le niveau des exportations régionales de 375 M\$;
- D'appuyer l'implantation à Québec de deux nouveaux joueurs majeurs de l'industrie;
- D'appuyer la mise sur pied de huit nouvelles entreprises en géospatiale;
- D'accroître de 20 % les investissements en recherche du secteur.

Support du milieu

Cette initiative figure également parmi les premiers projets porteurs régionaux interpellant plusieurs domaines en technologies de l'information. À la suite des consultations « extra-ACCORD », ce projet multisectoriel bénéficie maintenant d'un appui important de la part d'intervenants majeurs régionaux de la géospatiale, tel que le démontre une lettre d'appui au projet signée par plus d'une trentaine de représentants, tant industriels que des institutions de recherche, d'enseignement et d'organismes d'appui à l'industrie (LGS/IBM, Bell Canada, DMR, le CRIM, l'INRS, etc.) (voir la lettre d'appui du milieu à l'annexe D).

2.2 Le créneau d'excellence **Sciences de la vie** duquel découlent les filières **Diagnostic rapide, Instrumentation médicale, Chimie fine, NeuroCité**.

Vision

Positionner la région de la Capitale-Nationale comme un générateur d'approches scientifiques novatrices et de technologies prometteuses afin de s'affirmer comme un pipeline d'innovation commerciale dans le secteur des Sciences de la Vie à l'échelle mondiale.

Principales caractéristiques

L'industrie du médicament représente des ventes mondiales de 540 milliards de dollars avec une croissance de 10 % annuellement, principalement en raison de l'accroissement de la consommation.

La région de la Capitale-Nationale a l'avantage d'avoir tous les éléments d'un système régional productif par la présence d'entreprises internationalement reconnues, un environnement de formation scientifique et technique, de la recherche de haut calibre et un accès à des sources de financement.

La Capitale-Nationale regroupe près de **40 entreprises** qui génèrent de l'emploi à haute valeur ajoutée à plus de **2 400 personnes** pour des ventes annuelles de **450 millions** de dollars. La majorité de ces entreprises partagent déjà des partenariats avec différentes sociétés à travers le monde. Pour appuyer ce développement, la chaîne d'innovation compte **50 unités de recherche** dont **3 650 chercheurs** qui se consacrent spécifiquement au créneau des sciences de la vie. Seulement pour les sciences de la vie, les **fonds externes** reçus à l'Université Laval étaient de **128 M\$** de dollars en 2003.

Parmi les **leaders internationaux**, la **région s'appuie sur des entreprises** telles que :

Glaxo - Smith Kline (GSK), la deuxième plus grande pharmaceutique du monde, selon SCRIP 100, possède dans la Capitale-Nationale l'usine de production de vaccins la plus importante au Canada; la présence de GSK dans la Capitale-Nationale combinée à une force de recherche très importante en infectiologie, procure à cette filière un potentiel de croissance très important.

Aeterna Zentaris, une société biopharmaceutique spécialisée en oncologie et en endocrinothérapie avec plus de 20 produits dans son portefeuille et une valeur boursière de 320 M\$.

Stryker, un leader mondial du marché orthopédique et également l'une des plus importantes compagnies d'instruments médicaux.

DiagnoCure, un chef de file mondial de tests diagnostics innovateurs à haute valeur ajoutée pour la détection précoce du cancer.

Beckton Dickinson Biologics, un spécialiste international des tests de diagnostic pour les infections bactériennes.

Atrium, un chef de file dans le domaine du développement, de la fabrication et de la commercialisation de produits à valeur ajoutée destinés aux industries des cosmétiques, de la pharmaceutique, de la chimie et de la nutrition.

Steris, le plus important fournisseur mondial dans le domaine de la fabrication et de la commercialisation de systèmes de décontamination et de stérilisation destinés aux secteurs de la santé, de la recherche, des aliments et industriel.

Et plusieurs autres dont **Anapharm** concentrée sur les études cliniques de phase 1, **Vichom** bionique humaine, **TSO3** et **Medical Intelligence**, toutes trois reliées à l'instrumentation médicale, pour ne mentionner que celles-ci, et toutes en forte croissance par le développement de nouveaux marchés partout sur la planète. Des spécialistes de la fabrication d'ingrédients actifs sont aussi présents dans la région dont **Médicago**, **OmegaChem**, **Silicycle** et **Bioxel Pharma**, produisant des produits biologiques et de chimie fine pour leurs clients internationaux. L'ensemble de ces entreprises démontre le potentiel de développement immense qu'elles peuvent apporter dans le secteur thérapeutique, de l'identification de la molécule à son essai chez les patients.

Pour l'environnement **de formation scientifique et technique**, la région possède deux entités collégiales de formation technique (Cégep Sainte-Foy, Cégep Lévis-Lauzon), l'Université Laval ainsi qu'un centre collégial de transfert technologique (TransbioTech).

De plus, la Capitale-Nationale possède une **importante force d'innovation** dans le secteur des Sciences de la Vie par la présence du Centre hospitalier universitaire de

Québec (**CHUQ**) avec ses trois hôpitaux majeurs dont l'**Hôtel-Dieu** de Québec, l'**Hôpital Saint-François-d'Assise** et le **CHUL**, de même que les deux hôpitaux affiliés soit l'**Enfant-Jésus** et l'**Hôpital Saint-Sacrement**. De plus, deux instituts de recherche soit celui de l'**Hôpital Laval** pour le domaine de la cardiologie, de la pneumologie et de l'obésité et de **Robert-Giffard** dans le domaine des **neurosciences**, complètent la forte concentration de recherche de niveau international, en plus des centres d'excellence canadiens sur la génomique fonctionnelle, les cellules souches et la régénération tissulaire, les aliments fonctionnels, la bio-informatique et autres. Les **Sciences de la vie** ont accaparé **70 M\$ des 150 M\$ reçus jusqu'à maintenant par l'Université Laval** de la Fondation canadienne de l'innovation.

Notons aussi la reconnaissance du milieu des affaires internationales par la tenue à Québec d'une 13^e édition consécutive de BioContact, le plus important symposium canadien sur le partenariat biopharmaceutique, avec plus de 150 compagnies biopharmaceutiques provenant du Canada, des États-Unis, de l'Asie et de l'Europe, et plus de 1000 participants qui se réunissent à Québec pour conclure des transactions d'affaires.

Un signe tangible de la performance et du dynamisme des entreprises de la Capitale-Nationale est l'**investissement majeur en capitaux**. **Glaxo - Smith Kline** prépare un nouvel investissement de **100 M\$**, qui suivrait de très près le dernier investissement de 70 M\$ fait en 2005, pour un nouvel agrandissement de son usine de fabrication de vaccins, la troisième en moins de cinq ans. Cet investissement ouvrira aussi la porte à une embauche de plus de 100 personnes qui s'ajouteront aux 200 déjà en poste à Québec. **Becton Dickinson** prévoit investir **40 M\$** dans la construction d'un nouveau centre de production de ses trousse-diagnostic en plus de relocaliser son unité de recherche et développement. Les besoins en main-d'œuvre qualifiée sont estimés à une vingtaine de personnes, ce qui doublera les effectifs actuels de la compagnie. Il est à noter que le marché du diagnostic aux États-Unis a atteint 663 M\$ en 2005 et une croissance de 9,3 % annuellement est prévue jusqu'en 2010.

Savard Ortho-Confort, qui réunira tous ses services sous un même toit à partir du printemps 2007, fera un investissement de **5 M\$**. Savard Ortho-Confort, qui emploie une centaine de personnes, offre de l'aide technique et des équipements spécialisés pour les personnes en perte d'autonomie.

La société SFBC International **Anapharm** a annoncé des projets d'expansion, dont un nouvel édifice de **25 M\$** actuellement en construction pour la direction et l'administration, un laboratoire bioanalytique à la fine pointe de la technologie, ainsi qu'environ 200 lits consacrés aux essais de bioéquivalence et de Phase 1. S'ajoutent à ceci la construction du nouveau Centre de recherche en génomique fonctionnelle et humaine ainsi que l'agrandissement de l'actuel Centre de recherche en infectiologie. Ces deux projets voient le jour grâce à un investissement de **55 M\$** en provenance des différents paliers de gouvernement ainsi que de plusieurs compagnies privées.

Dans le **secteur de la chimie fine** pharmaceutique et des ingrédients actifs, **OmegaChem** vient récemment d'investir près de **5 M\$** pour construire une nouvelle usine de production spécialisée dans les intermédiaires et ingrédients actifs chimiques (chimie fine) en petites quantités (100 kg et moins) à des fins d'essais cliniques ou de recherche conduisant à la fabrication de nouveaux médicaments.

La présence de sociétés comme Anapharm et OmegaChem permet de faire une offre combinée pour, d'une part, la fabrication de lots cliniques en quantité suffisante et, d'autre part, pour la réalisation d'études cliniques d'envergure mondiale.

Il ne faut pas oublier les investissements générés par la recherche dans le cadre de la réalisation d'études cliniques ou par la mise en place de chaires de recherche. Seulement à l'**Hôpital Laval**, en 2005, plus de **22 M\$** en contrats de recherche ont été générés pour des études cliniques (D. Richard, Dir. CRHL, communication personnelle). Le 13 octobre dernier, la société Altana Pharma investissait 255 000 \$ à l'Hôpital Laval pour des recherches sur les maladies respiratoires. Depuis 2004, la société Altana a versé plus de 500 000 \$ à l'Université Laval.

La mise en place d'autres d'initiatives structurantes permettra de poursuivre cet enthousiasme développé dans la Capitale-Nationale.

Potentiel de croissance

La région de la Capitale-Nationale possède les atouts pour évoluer vers la création d'un milieu synergique où l'information, les connaissances et le savoir-faire de tous les intervenants seront mis à profit. Cette situation favorisera la croissance de nos entreprises.

La croissance attendue pour les cinq prochaines années dans la région de Québec devrait se traduire par :

- 10 % annuellement sur le chiffre d'affaires de nos entreprises pour le secteur du diagnostic;
- La création de cinq vitrines technologiques internationales;
- Le transfert de trois technologies sur une base annuelle, soit dans une entreprise existante;
- La réalisation d'investissements étrangers ou locaux, sous forme directe ou de partenariats, pour une valeur d'au moins 500 M\$;
- La création de cinq nouvelles entreprises.
- L'augmentation d'une centaine d'emplois sur une base annuelle de haut calibre (technique, professionnel) destinés à ce secteur.

Support du milieu

La région de la Capitale-Nationale est caractérisée par des entreprises dont l'atout majeur est leur capacité d'innovation, que ce soit par la capacité à créer ou à utiliser le savoir, de même que leur capacité à exporter ce savoir et obtenir des contrats de sociétés pharmaceutiques hors du Canada. Leur source d'information et de transfert de savoir est diversifiée et n'est pas limitée au territoire de leur siège social.

La consultation auprès des entreprises de ce secteur se confirme par l'appui à des initiatives stratégiques proposées précédemment par les principaux intervenants du secteur.

2.3 Le créneau d'excellence **Aliments santé**

Vision

Positionner la région de la Capitale-Nationale comme leader canadien d'innovations dans le créneau Aliments santé.

Principales caractéristiques

Le créneau Aliments santé s'appuie principalement sur la transformation agroalimentaire ou bioalimentaire en proposant des produits répondant à des incitatifs d'aliments santé demandés par le consommateur. L'importance de cette filière est majeure car elle participe à plusieurs éléments du développement économique régional par ses exportations, ses capacités d'innovation et sa création d'emplois.

La région de la Capitale-Nationale, pour le secteur de la transformation, génère des **valeurs de livraisons de 930 M \$, des immobilisations pour 20 M\$ et de l'emploi à plus de 4 300 travailleurs dans 133 établissements** en plus d'être appuyée par une **vingtaine de groupes de recherche** et plus de **1200 chercheurs**. L'industrie bioalimentaire régionale occupe le 2^e rang de l'ensemble des entreprises manufacturières de la Capitale-Nationale. Elle contribue à 4,5 % du PIB régional et à 9% de l'ensemble des emplois dans la région.

Le positionnement stratégique et spécifique à la Capitale-Nationale se trouve dans le développement d'aliments santé comprenant des références à des produits entre autres sans gras trans, en présence d'omega-3, sans sel ou contenant une forte quantité d'antioxydant. À titre d'exemple, les gras trans ont deux effets qui augmentent

le risque de maladie cardiaque : d'une part, ils augmentent le taux de mauvais cholestérol et, d'autre part, ils diminuent le taux de bon cholestérol. En ce qui concerne les oméga-3, ceux-ci ont de nombreux bénéfices au niveau de la santé cardiovasculaire et mentale. Ils seraient également essentiels pendant la grossesse et la lactation et favoriseraient le développement mental des enfants. Santé Canada reconnaît d'ailleurs que le DHA, un acide gras oméga-3, aide au développement normal du cerveau, des yeux et des nerfs.

Les entreprises de la Capitale-Nationale performant tant au niveau de l'innovation que de l'exportation, et ce, sur plusieurs marchés étrangers. Elles sont appuyées par une importante structure de recherche et développement. Parmi les **leaders régionaux**, soulignons :

Biscuits Leclerc, avec sa marque Vital incluant des barres tendres, des biscuits, des céréales et des craquelins, à teneur faible en sel, sans cholestérol, sans gras trans et additionné d'oméga-3 dans certains cas. L'exportation représente aujourd'hui 30 % de son chiffre d'affaires vers des pays comme les États-Unis, l'Angleterre, la France, la Colombie, le Mexique, les îles des Caraïbes, le Japon, les Philippines, Israël, la Jordanie, le Liban ainsi qu'au Chili, pour ne nommer que les principaux.

Les **Serres du Saint-Laurent**, seul producteur canadien de tomates fraîches à l'année, avec sa marque Savoura, a développé des produits de forte teneur en lycopène, agent de prévention du cancer, en plus de contenir des quantités appréciables de vitamine C, de provitamine A et de nombreuses vitamines du groupe B.

Soylutions, seule entreprise canadienne de fabrication de breuvages santé contrôlant la totalité des opérations, se spécialise dans la fabrication et la mise en marché de breuvages santé à base de soya, d'avoine, de riz basmati et d'infusions de thé vert et de thé chai. Chef de file dans ce marché, l'entreprise est reconnue pour être toujours à l'avant-garde en offrant aux consommateurs des produits uniques, différents et très tendance, tant au niveau du choix des ingrédients et du design des emballages que des saveurs offertes.

MaisonOrphée détient la plus vaste gamme au Canada d'huiles de première pression à froid et de condiments biologiques.

Maison Bergevin, chef de file dans la mise au point d'utilisation de produits à base de canneberges pour les services alimentaires et les utilisateurs industriels. Son service de recherche et développement a mis au point plusieurs variations de purée de canneberges telles que les préparations pour croissants, muffins et yogourts, selon les spécifications et exigences techniques de ses clients.

Fumoir Grizzly est dédié à la production et à la commercialisation de poissons fumés selon une méthode ancestrale procurant une qualité supérieure. La recherche et le développement occupent toujours une partie importante des opérations et des prérogatives de l'entreprise, par le support en recherche de plusieurs institutions universitaires tant canadiennes qu'européennes en matière de conservation et d'innocuité de ses produits.

Cayer, Division de Saputo, entreprise de réputation internationale dans la production de fromages fins, l'un des vingt plus importants transformateurs laitiers au monde, le plus important transformateur laitier du Canada, parmi les cinq plus importants producteurs de fromage aux États-Unis.

Martin Dessert, entreprise d'innovation dans le domaine alimentaire, se consacre, depuis 1989, à la conception et à la production de desserts surgelés de très grande qualité. Certaines gammes sont sans trace de noix et d'arachides et l'entreprise travaille à éliminer les gras trans de tous les desserts.

Institut des nutraceutiques et des aliments fonctionnels (INAF), développe des partenariats avec les entreprises d'ici et de l'étranger sur la prévention des maladies chroniques telles l'obésité, les maladies cardiovasculaires, les maladies liées à l'immunité et divers cancers.

Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, avec ses 2 000 étudiants des trois cycles, se différencie des autres facultés canadiennes par la

diversité des programmes de formation des trois cycles, par les stages en entreprises et internationaux et par de nombreux projets de recherche réalisés dans des secteurs de pointe avec l'industrie agroalimentaire.

Centre de recherche de l'Hôpital Laval, spécialisé dans les problèmes reliés à l'obésité et au métabolisme, en interaction avec la cardiologie et la pneumologie, confère à ce centre de recherche un caractère unique, pareil axe n'étant retrouvé dans aucun autre centre au Québec.

Potentiel de croissance

La croissance des entreprises de la Capitale-Nationale s'exprime par une excellente performance sur les marchés de l'exportation, sur l'innovation et sur leur capacité à produire pour la fabrication de marques privées. De plus, le développement marqué du concept d'Aliments Santé ajoutera à l'impact de ce secteur dans le développement économique :

L'initiative structurante permettra, sur les **cinq prochaines années** :

- D'augmenter la **valeur des livraisons de 10 %** pour que la région dépasse le milliard de dollars;
- De favoriser l'**attraction d'investissements étrangers** dans les immobilisations pour augmenter celles-ci de **10 %**;
- D'augmenter la **création d'emplois de 2 %**;
- De favoriser l'**exportation** dans au moins 3 des 6 entreprises internationales ciblées;
- De réaliser deux **transferts technologiques** pour le développement de nouveaux produits.

Support du milieu

Les leaders régionaux, dont Biscuits Leclerc et Soyolution, sont à la base de cette initiative. L'expérience d'une société comme Biscuits Leclerc dans le montage de ce type de proposition de fabrication donnera une qualité incomparable à la stratégie de développement de cette initiative régionale.

Les opportunités d'affaires pour les entreprises sont de deux ordres : premièrement de pouvoir offrir une gamme de produits Aliments Santé possédant les caractéristiques recherchées par les consommateurs et, deuxièmement, de pouvoir obtenir des contrats de fabrication de produits sous marque privée. Ce dernier aspect générera des investissements importants de la part des compagnies de distribution alimentaire dans la région, si le positionnement des produits est bien réalisé.

2.4 Le créneau d'excellence **Tourisme : Patrimoine-Culture/Nature**

Vision

La région de la Capitale-Nationale est une **destination unique et authentique** qui offre des expériences de calibre international à nos visiteurs alliant culture / patrimoine et nature, comme nulle autre en Amérique du Nord. Nous offrons une **activité touristique dynamique** en croissance et en équilibre avec notre environnement urbain et naturel.

Au niveau du tourisme, la région souhaite accroître la performance touristique d'activités liées aux secteurs de la culture, du patrimoine et de la villégiature, et ce, durant toute l'année. Plus que jamais, le tourisme doit être une source de richesse économique, sociale et culturelle dans le respect des principes du développement durable.

Principales caractéristiques

La force et la qualité de la vocation touristique de la région de la Capitale-Nationale justifient la présence du tourisme parmi les créneaux d'excellence de la région : deuxième pôle touristique du Québec après Montréal; quatrième destination touristique

au Canada; classée au 9^e rang des meilleures destinations en Amérique et au 19^e rang de l'ensemble des destinations au monde⁴; joyau du patrimoine mondial reconnu par l'Unesco en 1985 (arrondissement historique de Québec) et comme réserve mondiale de la biosphère en 1989 (Charlevoix). Tous ces titres confirment le caractère exceptionnel de la région.

Le tourisme génère actuellement plus de **30 000 emplois** dans la région, ce qui nous place parmi les principaux générateurs d'emplois basiques (créateurs de richesse) sur le territoire de la Capitale-Nationale.

En soutien à l'industrie, il existe un réseau associatif bien établi (Office du tourisme de Québec et Association touristique régionale de Charlevoix) qui regroupe plus de 1 500 entreprises, les appuie dans leurs efforts de développement et de mise en marché⁵ et réalise des activités de recherche et de développement⁶. De plus, à ce réseau s'ajoute l'expertise de formation offerte par l'Université Laval, les collèges Mérici, le CEGEP de Limoilou, le Collège Champlain St-Lawrence, les centres de formation professionnelle Fierbourg et de la Capitale (École Wilbrod-Bhérier), sans oublier la Commission scolaire de Charlevoix.

Le tourisme dans la région, c'est aussi l'offre d'une pléiade d'expériences de calibre international aptes à répondre aux attentes de divers segments de clientèles. À cet égard, on peut nommer quelques fleurons qui contribuent déjà au rayonnement de la région, bien au-delà de nos frontières : Fairmont le Château Frontenac, la Station Mont-Ste-Anne, le Casino/Fairmont le Manoir Richelieu, le Village Vacances Valcartier, le Musée de la Civilisation, le Musée national des beaux arts du Québec, le Festival d'été de Québec, le Carnaval de Québec, les Fêtes de la Nouvelle-France, l'Hôtel de glace Canada, le Parc de la Chute-Montmorency .

Potentiel de croissance

Le tourisme est une industrie qui **devrait générer en 2012 quelque 2 543 G\$** de dépenses touristiques sur le territoire de la région de la Capitale-Nationale, soit une augmentation de 500 M\$ par rapport à aujourd'hui⁷. Environ 53 % de cette croissance estimée, soit environ 265 M\$, serait attribuable aux exportations (dépenses des visiteurs provenant de l'extérieur du Québec). Notons enfin que cette croissance permettrait **la création d'environ 3 400 emplois**.

Toutefois, il convient de rappeler que cette croissance anticipée (de 24 %) des dépenses des visiteurs serait pour **60 % attribuable à l'impact des projets structurants** identifiés dans notre démarche ACCORD. Outre cette croissance des dépenses des visiteurs, on estime que ces projets s'accompagneraient d'une **augmentation d'investissements en capitaux de l'ordre de 550 M\$**. Ce chiffre est basé sur l'ajout estimé de 1 000 chambres au coût moyen de 150 000 \$ par chambre (croissance de l'activité et ajout imputable aux nouveaux projets) et d'environ 400 M\$ en divers investissements liés aux projets connus et anticipés.

Notre destination accapare actuellement **9,8 % du marché canadien** selon l'échantillonnage des 12 plus grandes destinations urbaines canadiennes. Compte tenu de la concurrence féroce des destinations de l'ouest canadien et d'autres grandes destinations en Amérique du Nord, l'objectif d'atteindre 10 % de la part du marché canadien s'avère à la fois réaliste, tout en étant ambitieux.

En outre, il est important de rappeler que la croissance de l'industrie touristique aura des retombées positives sur un grand nombre d'entreprises de la région. Elle aura pour effet d'accroître la vitalité de secteurs aussi variés que la construction, le transport (aéroport), l'agroalimentaire, le commerce de détail et la culture.

Ces effets induits pourraient compter pour un 50 % additionnel de retombées sur l'économie régionale.

⁴ Source : Condé Nast Traveller 2005

⁵ Plus de 70 % des efforts de mise en marché visent les clientèles hors Québec.

⁶ Environ 700 000 \$ annuellement

⁷ Ceci rejoint à peu de choses près, l'objectif visé par la politique touristique du Québec qui prévoit 13 G\$ de recettes touristiques pour le Québec en 2010. Ces prévisions tiennent compte du fait que la région de la Capitale-Nationale génère 21% de la totalité des recettes touristiques du Québec.

Support du milieu

Les grands partenaires de l'industrie du tourisme font consensus sur les pistes de développement à entreprendre en vue d'atteindre le plein potentiel de croissance du créneau touristique de la grande région de Québec.

2.5 Le créneau d'excellence : **Assurances**

Description du créneau

Le créneau Assurances dans la région doit être développé pour les cinq raisons suivantes :

- Il s'agit d'une des plus grosses industries de la région qui est en même temps une industrie de haut savoir et de haute technologie.
- Il s'agit d'une industrie en forte croissance et exportatrice à la grandeur du Canada.
- Il s'agit d'une expertise unique à la région de la Capitale-Nationale grâce à une forte concentration de sièges sociaux, ce qui implique des prises de décisions dans la région et des emplois de qualité supérieure.
- Il s'agit d'une industrie aux retombées économiques importantes pour la région.
- Il s'agit d'une industrie stable peu affectée par les cycles économiques.

Ainsi, la ville de Québec est un centre décisionnel important via les sièges sociaux de compagnies d'assurance.

L'industrie se divise en deux secteurs, soit l'assurance de personnes et l'assurance de dommages. En assurance de personnes, les sièges sociaux de la région contrôlent 34 % des primes souscrites au Québec pour l'année 2005, par rapport à 27 % pour l'année 2000. En assurance de dommages, les sièges sociaux de la région contrôlent 42 % des primes souscrites au Québec en 2005 par rapport à 38 % en l'an 2000 et 33 % en 1995.

En assurance de personnes, trois des dix plus importantes compagnies d'assurances qui opèrent au Canada ont leur siège social dans la région. De plus, les sièges sociaux de la région contrôlent 9 % des employés de type administratif au Canada.

En assurance de dommages, la croissance rapide des parts de marché s'explique par la spécialisation de quatre assureurs de la région qui distribuent selon le mode direct, c'est-à-dire sans l'utilisation des courtiers indépendants. Les sièges sociaux de compagnies d'assurances ont réalisé une croissance nette de 2 700 emplois dans la région entre 2000 et 2005.

Vision

La vision des sièges sociaux de la région est de : *« conquérir le secteur financier canadien par l'expansion hors Québec et l'ajout de produits financiers non traditionnels aux assureurs »*.

Le secteur financier canadien qui comportait auparavant quatre piliers est devenu un secteur à deux piliers, soit les banques et les compagnies d'assurances. Ces deux piliers recherchent une croissance de leurs opérations en essayant de servir l'ensemble des besoins de la clientèle canadienne au niveau des services financiers.

La région de la Capitale-Nationale se distingue par la présence de **douze sièges sociaux** qui sont en pleine croissance, et ce, tant au niveau géographique qu'au niveau des produits financiers. Le créneau de l'assurance est le **seul pilier financier dans la Capitale-Nationale**. L'industrie des services financiers se consolidera autour d'entreprises canadiennes qui auront réussi à **diversifier leurs opérations** et qui distribueront leurs produits grâce à des **réseaux de distributions multiples**.

Alors que le potentiel de croissance pour les produits d'assurance-vie traditionnels est plutôt mature, il existe un **potentiel de développement non négligeable dans le domaine de la retraite et dans celui de la santé**. Il est prévu que **les produits de retraite verront une croissance de 10 % par année lors des 10 prochaines années**. Quant aux **produits de la santé**, les deux principaux **facteurs de croissance** sont la **démographie** et le **désengagement possible de l'État** au niveau de ces produits.

Volet assurance de personnes

Il est peu probable que des assureurs étrangers majeurs développent leurs opérations au Canada puisque parmi les douze assureurs les plus importants au monde, six d'entre eux se sont déjà retirés du Canada depuis 1990.

Les trois assureurs majeurs au niveau canadien (Sun Life, Great-West Life et Manulife) figurent parmi les vingt-cinq assureurs mondiaux les plus importants et ils développent de façon soutenue leurs opérations étrangères, principalement aux États-Unis et en Asie. Ce positionnement permet aux autres assureurs canadiens un potentiel de développement intéressant au Canada.

Au chapitre de **l'expansion à l'extérieur du Québec**, quelques données particulières pourraient être intéressantes : l'Industrielle Alliance a débuté son développement en 1982 et ses opérations hors province représentent maintenant 52 % du total de ses affaires. Desjardins Sécurité financière vise d'atteindre 30 % de ses revenus provenant de l'extérieur du Québec en 2008. SSQ Groupe financier a débuté son développement hors Québec il y a trois ans et cette région représente actuellement 8 % de ses revenus. La Capitale a débuté son expansion hors Québec en septembre 2006, à la suite de l'acquisition d'un concurrent dont la valeur de la transaction est estimée à 125 M\$.

Volet assurance de dommages

L'innovation la plus importante dans l'industrie est l'utilisation des réseaux de distribution directe. Ce mode de distribution fait appel à de nouvelles ressources spécialisées au chapitre de la vente. Quasi inexistant il y a vingt ans, ce mode de distribution est responsable de plus de la moitié des ventes au chapitre des lignes personnelles (assurance auto et assurance habitation).

La grande majorité des assureurs utilisant ce mode de distribution ont leur siège social dans la région.

Principales caractéristiques

La région possède actuellement de solides assises dans le secteur tertiaire de l'industrie de l'assurance, constituant ainsi une composante majeure de l'économie régionale. La région s'y distingue par la présence des sièges sociaux de sociétés d'envergure qui emploient des milliers de personnes et gèrent des actifs de plusieurs milliards de dollars.

Les **sept principaux sièges sociaux** de la région emploient 8 250 personnes, pour une **masse salariale de 408 M\$**, pour un salaire moyen de 49 000 \$. Il s'agit principalement d'emplois permanents de qualité. En ajoutant les emplois dans les bureaux de courtage, on peut aisément conclure que l'industrie **contrôle 10 000 emplois directs**.

Plusieurs de ces emplois sont dans le domaine du haut savoir et de la haute technologie puisque 1 300 emplois se retrouvent dans les champs d'expertise actuariat, informatique, placements, finances et comptabilité. À cause de l'automatisation de plusieurs fonctions, on peut aisément conclure qu'une majorité de nouveaux emplois requièrent une formation collégiale ou universitaire. À cet égard, l'industrie bénéficie de l'expertise de plusieurs maisons d'enseignement, dont l'Université Laval qui a des programmes spécialisés en actuariat, technologie, finances, marketing et comptabilité, ainsi que les cégeps de Sainte-Foy et de Lévis qui ont un programme de formation reconnu dans l'industrie de l'assurance.

L'envergure du créneau peut être illustrée au chapitre des dépenses encourues auprès des fournisseurs et en termes de taxes et impôts. **En 2005**, les **bureaux de la région**

ont encouru des dépenses de 238,5 M\$ auprès de fournisseurs, dont 47 % des dépenses (112,1 M\$) ont été encourues auprès d'entreprises de la région. Les retombées en termes du nombre d'emplois indirects sont donc substantielles

Au chapitre des **impôts et taxes**, les **sièges sociaux ont payé** quelque **32 M\$** en taxes municipales, **398 M\$** en taxes et impôts au niveau provincial et **179 M\$** en taxes et impôts au niveau fédéral.

Une autre des principales caractéristiques des entreprises du créneau se situe au niveau de la structure légale des entreprises, la structure légale minimisant la possibilité d'achat par un autre groupe financier. En effet, la majorité des sièges sociaux sont, soit une entité propriétaire d'un mouvement coopératif, soit des entreprises partiellement démutualisées dont la propriété est contrôlée par ses membres. Quant à l'Industrielle Alliance, elle est une compagnie à capital-actions dont aucun actionnaire ne peut détenir plus de 10 % des actions.

Potentiel de croissance

Les progrès réalisés durant les dernières années sont éloquentes, que ce soit en matière de main-d'œuvre, de croissance de parts de marché ou des dépenses encourues auprès des fournisseurs de la Capitale-Nationale.

Nos objectifs de croissance se situent au chapitre des parts de marché au Québec, des besoins de main-d'œuvre, ainsi que de la poursuite du développement hors Québec.

A) Parts de marché au Québec

	2000	2005	Objectif
Assurances de personnes	27 %	34 %	+1 % par an
Assurances de dommages	38 %	42 %	+1 % par an

B) Croissance nette de la main-d'œuvre directe (sièges sociaux seulement)⁸

	2000-2005	Objectif
Assurances de personnes et de dommages	2 700	550 par an

C) Développement hors Québec (proportion des opérations hors Québec mesurée par le chiffre d'affaires)

L'objectif est d'augmenter de 10 % sur cinq ans la proportion du chiffre d'affaires qui provient des opérations hors Québec.

Nous avons également deux projets en développement, soit :

- Plan de communication à l'intention des différents acteurs économiques de la région ainsi que des médias;
- Plan de promotion des besoins de main-d'œuvre en collaboration avec les maisons d'enseignement. Il est important d'attirer les jeunes dans l'industrie de l'assurance si l'on désire maintenir ce centre décisionnel important qui se trouve dans la Capitale-Nationale et continuer à le faire progresser.

Au chapitre du bilinguisme, l'industrie estime qu'un emploi sur trois doit être bilingue. Nous comprenons qu'il s'agit d'un enjeu transversal qui sera pris en charge par le comité régional ACCORD.

Support du milieu

L'industrie appuie, de façon unanime, les travaux du comité Assurances pour l'atteinte de leurs objectifs et des pistes de développement de leur industrie (voir lettre d'appui à l'annexe E).

⁸ Nous étudions le profil démographique des emplois actuels. Au-delà de la croissance nette des emplois, nous devons remplacer un nombre significatif d'employés qui prendront leur retraite sous peu.

2.6 Le créneau d'excellence **Métaux et Matériaux avancés** duquel découle la filière **Bâtiment vert et intelligent pour le marché de la construction.**

Contexte

Les promoteurs immobiliers avant-gardistes demandent que leurs projets de construction soient homologués selon les normes LEED, c'est-à-dire qu'ils aient la préoccupation environnementale la plus élevée. La région de la Capitale-Nationale offre tous les ingrédients nécessaires pour adopter un virage vert et offrir ces produits homologués. Ainsi, les promoteurs et les concepteurs (ingénieurs, architectes, etc.) ont de plus en plus tendance à réaliser des projets LEED avec une grande proportion de produits locaux. La Capitale-Nationale est caractérisée par un nombre d'entreprises importantes qui correspondent au marché visé. Voici une illustration de notre vision.

Vision

Que les entreprises de services (architectes et ingénieurs) et les manufacturiers de la Capitale-Nationale se développent dans la perspective de l'avancement et de l'accélération du concept de construction (bâtiment vert et intelligent) et du transport (transport intelligent et vert) dans un contexte de développement durable et qu'elles développent un réseau de gestion des connaissances permettant que les chercheurs soient au service de l'industrie.

L'objectif consiste donc à augmenter l'impact économique d'une telle approche grâce à une mise en valeur du savoir-faire industriel et manufacturier de la région de Québec en matière de construction verte, écologique et technologique, tout en bonifiant le volet développement durable en vue de :

- favoriser la réalisation de projets mobilisateurs permettant de positionner avantageusement notre industrie (PME manufacturières et technologiques) auprès de donneurs d'ordres internationaux;
- stimuler le développement de vitrines technologiques mettant en valeur des produits à forte valeur ajoutée, répondant aux perspectives futures des marchés et positionnant le leadership des industriels de la Capitale-Nationale;
- favoriser et accroître les synergies et la coopération entre nos industriels afin d'accroître l'intégration des expertises et ainsi affronter plus facilement la concurrence mondiale.

Principales caractéristiques

Cette filière, ciblée à l'intérieur du créneau Métaux et Matériaux avancés, se distingue par trois grands secteurs et une grande quantité de sous-traitants dans la région de Québec représentant au total 495 entreprises qui emploient 9400 personnes.

En effet, la région compte⁹:

- 140 entreprises (8 %)¹⁰ au niveau de la **2^e transformation du bois**;
- 80 entreprises (24 %) au niveau du Métal (produits d'architecture et éléments de charpentes);
- 35 entreprises (7 %) pour le Matériel de transport;
- 85 entreprises (15 %) de services en Architectures;
- 120 entreprises (21 %) de services en Ingénierie;
- 35 entreprises (20 %) de services en Environnement.

⁹ De plus amples informations figurent à l'annexe F.

¹⁰ Pourcentage du nombre d'entreprises au Québec

Parmi les principaux leaders reconnus présents dans la région figurent Prémoulé inc. (2^e transformation du bois), Julien inc.(produits métalliques), Industries Océan inc. (matériel de transport), Michel Dallaire et associés (architecture), Roche Itée (ingénieurs) et Biogénie SRDC inc. (environnement).

De plus, il y a **25 établissements de recherche** employant plus de 700 personnes. Seulement à l'Université Laval, on compte 15 établissements de recherche dans le domaine des technologies de l'environnement, regroupant plus de **500 emplois**, dont :

- Chaire UNESCO-Université Laval sur le développement durable;
- Centre d'études nordiques;
- Équipe de recherche interdisciplinaire en géomatique environnementale et agricole (ERIGEA);
- Groupe de recherche interdisciplinaire mobilité, environnement, sécurité (GRIMES);
- Groupe de recherche en économie de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles (GREEN);
- Groupe de recherche interdisciplinaire pour le développement durable (GRIDD);
- Groupe de recherche en environnement et en géo-ingénierie (GREGI).

L'INRS compte sept établissements de recherche dans le domaine des technologies de l'environnement, regroupant plus de **100 emplois**, dont :

- Groupe de recherche en biogéochimie
- Groupe de recherche en infrastructures urbaines
- Centre géoscientifique du Québec.

Enfin, la filière peut compter sur la présence de la Direction des technologies de l'environnement du Centre de recherche industrielle du Québec.

Cette filière compte également sur la présence de la Faculté des sciences et de génie, la Faculté de foresterie et de géomatique et la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval qui offrent des programmes en environnement. Ce créneau se caractérise par de nombreuses formations en génie. Plus de 300 diplômes universitaires sont décernés chaque année dans ces domaines dont plus de 100 aux 2^e et 3^e cycles.

Les sources de capitaux sont bien diversifiées et accessibles pour les entreprises manufacturières, mais elles demeurent encore problématiques pour la recherche et le développement de nouvelles technologies dans des entreprises en démarrage.

Les entreprises manufacturières de la filière ont une meilleure capacité d'exportation que celle des services. Ainsi, **la capacité d'exportation** de nos entreprises ciblées est d'environ 15 % de leur production. Les firmes d'ingénierie et de gestion de projets de Québec, que l'on pense à BPR ou à Lambert Somec, pour ne nommer que celles-là, ont par le passé réalisé des mandats dans toutes les régions du monde.

Potentiel de croissance

L'absence historique de label écologique des bâtiments au Canada empêche de faire un décompte précis du nombre et de la croissance de ce type de construction au cours des dernières années. Notons cependant qu'en 2005, 150 immeubles étaient inscrits au LEED au Canada, comptant pour approximativement 1,2 % de la valeur du coût total des bâtiments au Canada. Aux États-Unis, où le système LEED est utilisé depuis plus longtemps, de 5 à 8 % du parc des nouveaux bâtiments était enregistré auprès du USGBC en 2005.

Mais, compte tenu de la combinaison du taux de croissance de l'industrie américaine du bâtiment écologique et de l'intérêt manifeste pour les bâtiments écologiques au Canada, le Conseil du bâtiment durable du Canada prévoit que cette industrie sera

marquée par une forte croissance ici également (extrait de l'Analyse de rentabilité pour les bâtiments écologiques au Canada).

Croissance du chiffre d'affaires

De façon plus générale, **la construction au Québec est en pleine effervescence**, et ce, malgré le repli de l'habitation. En effet, la progression de l'industrie de la construction dépasse toute attente avec **neuf ans de croissance consécutive** et, selon la Commission de la construction du Québec, peu de nuages se profilent à l'horizon, sinon un repli tout à fait naturel de la construction résidentielle. Dans un contexte économique qui s'annonce positif, **la construction non résidentielle semble quant à elle pouvoir accélérer la cadence**.

De plus, selon Altus Helyar, le secteur immobilier régional dans son ensemble présente de fortes opportunités de croissance en raison des facteurs suivants :

- Faible inoccupation;
- Pression à la hausse sur les loyers;
- Coûts d'exploitation/implantation très avantageux (KPMG);
- Forte demande des investisseurs;
- Indicateurs économiques positifs.

Croissance des exportations

Enfin, les exportations environnementales canadiennes représentent plus de 1,6 G\$ canadiens annuellement, et environ 50 % de ces exportations sont à destination des États-Unis (extrait du « Marché du matériel et des services environnementaux dans la région du centre du littoral atlantique des États-Unis » par Info-Export).

Selon le Engineering Business Market Research Handbook, le marché américain de l'environnement vaut annuellement 290 G\$ canadiens, et **on prévoit qu'il va croître à un rythme de 3,3 % au cours des trois prochaines années**.

Support du milieu

L'ensemble des entreprises associées à ce créneau appuie le développement d'une vitrine technologique en construction verte et intelligente dans le cadre de la réalisation du projet du Massif, lequel deviendra un projet structurant des plus prometteurs permettant à nos entreprises d'être propulsées sur la scène internationale. Le Groupe Le Massif appuie la démarche initiée par ce créneau (voir la lettre d'appui à l'annexe G).

2.7 Recherche-Développement-Innovation, un enjeu transversal majeur particulier à la région

Vision

Concrétiser la région de la Capitale-Nationale comme une **Cité de l'innovation** internationalement reconnue par les entreprises pour sa créativité scientifique et technologique.

Principales caractéristiques

L'un des éléments stratégiques pour la région de la Capitale-Nationale est bien la force et la diversité de son infrastructure de recherche. La région possède **la plus forte concentration** de centres de recherche et de transfert technologique du Québec (centres publics et en partenariat public-privé). Quelque **600 M\$** sont **investis annuellement en R-D** dans la région. On y retrouve **6 000 chercheurs et associés, 400 laboratoires, groupes, consortiums, instituts et centres de R-D**.

En matière de recherche universitaire, selon les données les plus récentes, les **dépenses régionales per capita** sont parmi les **plus élevées du Québec**, tout comme

le nombre de publications scientifiques produites par les chercheurs de la région (2^e rang dans les deux cas). La **valeur des contrats de recherche universitaire** octroyés par l'industrie et le **poids du financement industriel** de la recherche universitaire **situent également la région en très bonne position** (2^e et 3^e rang respectivement).

La diversité de la R-D s'exprime par quelques forces régionales (*clusters*) que l'on regroupe en cinq grandes thématiques, dont :

Technologies appliquées	Sciences de la vie
▸ Optique-photonique	▸ Outils diagnostics et équipements médicaux
▸ Défense, sécurité et protection civile	▸ Neurosciences
▸ Géospatiale	▸ Ingénierie tissulaire
▸ Divertissement interactif	▸ Cardiologie / Obésité
	▸ Oncologie
	▸ Chimie fine
	▸ Endocrinologie
	▸ Infectiologie
Matériaux transformés	Santé et Nutrition
▸ Plastiques et composites	▸ Alimentation santé
▸ 2 ^e transformation du bois	
▸ Produits métalliques	
Environnement	
▸ Gestion intégrée du territoire	
▸ Changements climatiques	

Cette diversité s'exprime par la présence de chefs de file dont l'expertise et les réalisations sont de renommée internationale :

Université Laval, la plus importante université francophone au Canada qui occupe le 5^e rang parmi les 50 universités canadiennes en ce qui a trait au financement total reçu pour ses activités de recherche, donne de l'emploi à plus de 1200 chercheurs et a généré, en 2003, 273 M\$ pour ses fonds consacrés à la recherche. 36 000 étudiants, dont 2 000 étrangers, sont en formation annuellement.

Université du Québec, entre autres par sa composante de l'Institut National de Recherche Scientifique (**INRS**), qui développe une expertise internationale sur l'eau, la terre et l'environnement.

Recherche et Développement Défense Canada (RDDC) Valcartier, le plus important centre de recherche de la défense nationale au pays, avec plus de 130 partenariats et collaborations à travers son réseau d'expertise mondial.

Centre hospitalier universitaire du Québec (CHUQ), avec trois hôpitaux majeurs, incluant le plus important centre de recherche biomédicale francophone au Canada, et deux hôpitaux affiliés.

Forintek, institut de recherche de niveau international dédié au maintien de la prospérité du secteur canadien des produits du bois et le seul à couvrir l'est du Canada.

Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), un leader d'innovation et d'expertise incontournable en technologies de la fabrication, en environnement, en information industrielle et en normalisation.

Institut des nutraceutiques et des aliments fonctionnels (INAF), reconnu internationalement pour ses travaux sur la prévention des maladies par l'alimentation.

Institut national d'optique (INO), corporation privée d'expertise et de développement technologique en optique photonique dotée d'un budget de 30 M\$ qui offre 11 axes différents d'expertises et a réalisé plus de 3000 contrats au cours de ses 15 années d'existence.

Centre de recherche Université Laval-Robert Giffard (CRULRG), centre canadien réputé pour les recherches sur les causes et les traitements des maladies reliées aux neurosciences.

Centre d'optique, photonique et laser (COPL) de l'Université Laval, le plus important centre de recherche universitaire canadien dans ce domaine.

À titre d'enjeux transversaux pour la région de Québec, la présence des principaux intervenants en recherche et développement fait de ce comité la plus importante tribune pour supporter, par l'innovation, le développement économique régional et les entreprises des créneaux d'excellence reconnus.

L'innovation, qui est au cœur de cette recherche pour le support aux entreprises, a permis la naissance de premières mondiales, dont le traitement combiné du cancer de la prostate, l'implant cochléaire, des insecticides biologiques, des outils de détection pour la détection rapide de bactéries, la jambe bionique, un médicament pour le traitement du cancer du sein, une méthode de dépistage pour les maladies génétiques chez le nouveau-né, un nouveau type de caméra 3D, et bien d'autres.

Potentiel de croissance

Le développement d'une masse critique hautement compétitive pour la recherche dans la Capitale-Nationale sera un incitatif majeur pour la création d'alliances avec le secteur industriel. À titre d'exemple, la présence d'une masse critique de recherche en sécurité défense a amené la création d'un consortium d'entreprises intéressées à exploiter l'innovation générée dans ce secteur d'activité.

Les initiatives stratégiques proposées faciliteront l'attraction de capitaux étrangers privés, de même qu'un apport important de main-d'œuvre stratégique nécessaire à la croissance de la région de la Capitale-Nationale. Une meilleure coordination de l'offre de services pour la recherche et développement optimisera les liens à développer avec les réseaux d'entreprises.

Le **potentiel de croissance sur un horizon de cinq ans** s'exprime par :

- Une **croissance annuelle de 10 %** de la structure d'innovation (emplois en recherche);
- **L'attraction d'une entreprise étrangère par grand secteur** de force régionale (*cluster*);
- La mise en place **de 3 nouvelles entreprises** par année (essaimage);
- La réalisation de **5 transferts technologiques** par année avec des entreprises établies;
- L'établissement de **5 partenariats** annuels de développement de produits avec des entreprises – contrats de recherche;
- Des investissements en infrastructures et équipements de **200 M\$**;
- Une offre annuelle d'une centaine de nouveaux diplômés du 2^e et 3^e cycle disponibles à l'emploi pour les secteurs de force régionaux.

Support du milieu

Le regroupement des forces régionales d'innovation et la pérennité d'une table de concertation auront comme objectif un appui optimal au développement des entreprises. Les initiatives structurantes mises en place ont d'ailleurs comme objectif de développer des relations privilégiées avec les entreprises des créneaux d'excellence régionaux. Une de ces initiatives aura d'ailleurs comme objectif de présenter, à l'internationale, la capacité d'innovation régionale et d'attirer des investissements étrangers qui, dans un premier temps, pourront se faire par des projets de recherche, mais qui ultimement, seront orientés vers l'implantation d'une entreprise près de la source de savoir qui viendront bonifier le concept de Cité de l'innovation.

Ces propositions seront aussi orientées vers les entreprises de la région afin d'obtenir leur support et la mise en place d'un partenariat structuré, orienté marché et bénéfique pour la croissance économique de la région de la Capitale-Nationale.

3. LE TERRITOIRE VISÉ

- 3.1 Cet ACCORD vise la région de la Capitale-Nationale.
- 3.2 Son champ d'intervention pourra toutefois rayonner dans d'autres régions du Québec disposant de potentiels particuliers pouvant contribuer au développement d'un de ces créneaux d'excellence identifiés par d'autres régions du Québec et souhaitant participer à ce développement.
- 3.3 La région de la Capitale-Nationale pourra à son tour contribuer au développement de créneaux d'excellence dont le leadership sera assumé par d'autres régions du Québec.
- 3.4 La région de la Capitale-Nationale continuera de travailler en étroite collaboration avec la région de Chaudière-Appalaches pour ses créneaux complémentaires.

4. LE PLAN D'ACTION

- 4.1 Le plan d'action, menant à la signature d'une ou d'ententes de mise en œuvre, est envisagé selon l'échéancier suivant :

Étalonnage international de créneaux d'excellence	Novembre 2006 à février 2007
Études de compétitivité internationale pour des initiatives structurantes	Novembre 2006 à février 2007
Missions extérieures (si nécessaires)	Janvier à février 2007
Présentation des résultats pour les études complétées ➤ identification des pistes d'action ➤ projets structurants	Mars 2007
Élaborer une stratégie et un plan d'action détaillé pour le développement des six créneaux d'excellence identifiés	Février à mars 2007
Signature des ententes de mise en œuvre	Mars à juin 2007

5. LES ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES

- 5.1 Les engagements du gouvernement du Québec :

Le **GOVERNEMENT** s'engage à :

- Soutenir l'ensemble de la démarche ACCORD, en confiant au Bureau de la Capitale-Nationale, en collaboration avec la Direction régionale du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, l'animation et le soutien technique de cette démarche;
- Supporter la vision renouvelée du développement régional reposant sur la capacité de la région à innover, à s'adapter en permanence, à se mobiliser et à se démarquer dans un domaine spécifique qui lui permet de développer son image de marque et de relever le défi de la mondialisation;
- Appuyer la région et mobiliser l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux pour fournir des conditions de mise en place et de développement de ses créneaux d'excellence;
- Mettre à contribution l'expertise sectorielle disponible au sein des ministères et organismes concernés par les créneaux d'excellence identifiés au cours de cette démarche.

5.2 Les engagements du comité régional ACCORD

Le **COMITÉ RÉGIONAL ACCORD** s'engage à :

- Maintenir en place un comité régional composé des principaux leaders issus des entreprises, des entrepreneurs de la région et du sous-ministre associé du Bureau de la Capitale-Nationale. Ce comité devra notamment voir à intégrer le résultat des démarches de réflexion déjà réalisées en regard du développement de la région de la Capitale-Nationale;
- Assurer la mobilisation des acteurs régionaux concernés, soit les gens d'affaires, les chercheurs, les institutions de recherche et d'enseignement, les leaders régionaux et autres partenaires particuliers à la région de la Capitale-Nationale en vue de contribuer à la réalisation de la démarche;
- Réaliser les activités permettant de développer au rythme prévu les créneaux d'excellence retenus, par le biais du comité régional ACCORD, selon le plan d'action présenté dans cette entente;
- Appuyer un événement d'envergure à caractère économique dans le cadre des fêtes du 400^e anniversaire de Québec, soit une grande rencontre mondiale des petites et moyennes entreprises : **Futurallia**. Cet événement facilitera la tenue de rencontres entre les pôles de compétitivité de la France et du Québec de même que celles des Assises Internationales de la Francophonie Économique visant à renforcer l'espace économique de la francophonie;
- Inclure le développement de l'industrie des congrès et des événements dans une vision des relations d'affaires stratégiques stimulant la croissance de la région. En ce sens, favoriser les activités liées aux stratégies de mises en marchés des entreprises dans le cadre des enjeux transversaux identifiés dans la présente entente;
- Assurer, en complémentarité avec les intervenants, une vigie et la concertation au niveau des **grands enjeux prioritaires** retenus par la région :
 - L'accessibilité de la région;
 - Le renforcement des filières et des créneaux d'excellence ;
 - La disponibilité d'une main-d'œuvre de qualité :
 - Enjeux démographiques liés au vieillissement;
 - La formation;
 - L'immigration;
 - La valorisation des carrières scientifiques et techniques;
 - L'anglais;
 - Le soutien et l'accès au capital pour les jeunes entrepreneurs en technologie;
 - La valorisation de la recherche et du développement;
 - Les grands projets structurants;
 - L'industrie des congrès et des événements d'affaires;
 - Recherche, Développement et Innovation.

5.3 Les engagements conjoints

Le **GOUVERNEMENT** et le **COMITÉ RÉGIONAL ACCORD** de la région de la Capitale-Nationale s'engagent à :

- Désigner le président du comité régional, monsieur Paul-Arthur Huot, comme porte-parole officiel. Le soutien-conseil est assuré par le sous-ministre associé du Bureau de la Capitale-Nationale;

- Ne faire aucune communication publique se rapportant à la démarche ACCORD et aux résultats qui en découlent sans le consentement mutuel des signataires de l'entente;
- Assurer la confidentialité des renseignements dont l'accessibilité est assortie d'une ou de plusieurs restrictions prévues par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1, ci-après citée « Loi sur l'accès ») dont notamment, les renseignements ayant des incidences sur les relations intergouvernementales, sur l'économie, sur l'administration de la justice et la sécurité publique, sur les décisions administratives ou politiques ou sur la vérification, ainsi que tous les renseignements nominatifs au sens de la Loi sur l'accès, et ce, sans limite de temps et à s'assurer que tous les membres du comité régional ACCORD soient liés par cet engagement.

6. LES CONDITIONS PRÉALABLES À LA SIGNATURE DES ENTENTES DE MISE EN OEUVRE

Quatre éléments sont requis en vue de la signature d'un ou des accords de mise en oeuvre, soit :

- Une analyse des déterminants de la compétitivité régionale et de la capacité d'innovation des créneaux d'excellence retenus;
- L'identification de projets porteurs ;
- L'obtention de résultats en regard de l'analyse de la situation, de positionnement sur les marchés et de démarchage (*benchmarking*);
- L'adoption, par l'ensemble des parties, d'un plan d'action à court, moyen et long terme pour chacun des créneaux d'excellence à être développé.

7. LES MODALITÉS DE L'ENTENTE DE PRINCIPE

7.1 La durée de l'entente de principe

L'entente de principe ACCORD entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et se termine lorsque l'ensemble des créneaux d'excellence retenus par les parties comme pouvant faire l'objet de la démarche ACCORD auront fait l'objet de la signature d'une entente de mise en œuvre ACCORD ou, au plus tard, deux ans après sa signature par l'ensemble des parties.

7.2 Les modifications à l'entente de principe

L'entente de principe pourra être modifiée avec le consentement de l'autre signataire. Un projet de modification proposé par une des parties devra être communiqué, par écrit, à l'autre partie. Celle-ci transmettra sa réponse concernant l'objet de la demande dans un délai de 45 jours.

7.3 Les communications entre les parties

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications, par écrit, entre elles, seront acheminées de la façon suivante :

Pour le Gouvernement : À l'attention de monsieur Claude Pinault
Sous-ministre associé
Bureau de la Capitale-Nationale
700, boulevard René-Lévesque Est, 31^e étage
Québec (Québec) G1R 5H1

Pour le comité régional ACCORD : À l'attention de monsieur Paul-Arthur Huot
Président du comité régional ACCORD
PÔLE Québec Chaudière-Appalaches
1126, rue Grande-Allée Ouest, bureau 802
Québec (Québec) G1S 1E5

7.4 L'ouverture à d'autres partenaires

D'autres partenaires pourront se joindre à la présente entente de principe ACCORD dans la mesure où l'ensemble des parties qui en sont signataires le jugent à propos. L'association de ces nouveaux partenaires pourra se faire par le biais d'un avenant signé par l'ensemble des parties associées au présent ACCORD et par les nouveaux partenaires qui s'y ajouteront.

SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à _____, ce _____^e jour de _____ 2006.

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Par :
Michel Després, ministre des Transports et
 ministre responsable de la région de la
 Capitale-Nationale

_____ Date

_____ Lieu

Par :
Raymond Bachand, ministre du
 Développement économique, de l'Innovation et
 de l'Exportation

_____ Date

_____ Lieu

Le COMITÉ RÉGIONAL ACCORD

Par :
Paul-Arthur Huot, président

_____ Date

_____ Lieu

Annexe « A »

**Liste des études permettant d'identifier
les secteurs d'excellence et leurs principales caractéristiques****ÉTUDES DE PÔLE QUÉBEC CHAUDIÈRE-APPALACHES**

- *Indicateurs de performance et balisage, cadre de travail et maquette de présentation*, Québec, E&B Data, juillet 2004, 17 p.
- *Montréal métropolitain, Indicateurs de performance 2002*, Montréal, Montréal International, 2002, 24 p.
- *Plan stratégique 2004-2008, Technologies appliquées*, Québec, PÔLE Québec-Chaudière-Appalaches, septembre 2004
- *Plan stratégique, filière deuxième transformation du bois*, Québec, PÔLE Québec-Chaudière-Appalaches, 2004, 25 p.
- *Plan stratégique, filière Sciences de la vie*, Québec, PÔLE Québec-Chaudière-Appalaches, 2004, 20 p.
- *Planification stratégique filière Santé et Nutrition*, Québec, PÔLE Québec-Chaudière-Appalaches, 2004, 26 p.
- *Planification stratégique, filière Plastiques et Matériaux composites*, PÔLE Québec-Chaudière-Appalaches, 2004, 30 p.
- *Projet plan stratégique 2004-2007, contexte et défis*, Québec, PÔLE Québec-Chaudière-Appalaches, novembre 2003, 32 p.
- *Promotion et prospection à l'international, Cadre de travail*, Québec, PÔLE Québec-Chaudière-Appalaches, septembre 2004, 13 p.
- *Sciences de la vie - Santé et Nutrition, filière Santé et Nutrition, volet Nutraceutique et aliments fonctionnels*, Québec, PÔLE Québec-Chaudière-Appalaches, janvier 2004, 8 p.
- *Sciences de la vie - Santé et Nutrition, filière Santé et Nutrition, volet Transformation*, Québec, PÔLE Québec-Chaudière-Appalaches, janvier 2004, 16 p.
- *Sciences de la vie - Santé et Nutrition, filière Sciences de la vie*, Québec, PÔLE Québec-Chaudière-Appalaches, janvier 2004, 15 p.
- *Une nouvelle force économique, Profil économique de la ZONE Québec-Chaudière-Appalaches*, Québec, PÔLE Québec-Chaudière-Appalaches, avril 2004, 56 p.

AVIS DU CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

- *Atouts distinctifs et avantages concurrentiels de la Capitale-Nationale, Avis du conseil de la science et de la technologie*, Québec, Bureau de la Capitale-Nationale, août 2005, 5 p.



Annexe « B »

Lettre d'appui du milieu et fiche technique
pour la filière Défense, Sécurité et
Protection civile

Sous-comité Défense, Sécurité et Protection civile
Programme ACCORD Capitale-Nationale

**Bureau d'intelligence des marchés et commercialisation
en Défense, Sécurité et Protection civile**

Description du créneau

Autant dans le domaine de la sécurité civile que dans celui de la défense, le marché s'engage actuellement dans un cycle de réinvestissement. Les analystes les plus respectés anticipent des budgets attribués à la défense en hausse de 33 % et des dépenses sécuritaires gouvernementales appelées à doubler d'ici 2015. Perceptible à l'échelle internationale, le phénomène se manifeste dans la plupart des pays occidentaux, incluant, bien entendu, les pays membres de l'OTAN. Au Canada, l'annonce récente de l'initiative « Le Canada d'abord » doit par exemple se traduire par la mise en route de nouveaux programmes d'équipements militaires dont la valeur totale dépassera les 17 milliards de dollars.

Ce processus s'ouvre autant sur la recherche de nouvelles capacités que sur l'objectif de faire les choses autrement. En plus d'impliquer un front technologique vaste et diversifié, il pousse l'industrie à développer de nouveaux partenariats dits « horizontaux » qui font en sorte qu'il peut devenir difficile de s'y retrouver pour une entreprise. En même temps, le besoin se transforme et la base d'approvisionnement se voit offrir la possibilité d'interagir sur le processus qui préside au renouvellement des équipements et au développement de services.

De plus, la région de la Capitale National compte avec des atouts structurels dans le domaine de la défense et la sécurité :

- Québec est une ville de garnison qui regroupe environ 5 000 militaires et employés civils
 - La Citadelle;
 - La Base militaire de Valcartier;
 - Le RDDC Valcartier.
- Depuis plus d'un siècle et demi, la région de Québec a un important secteur industriel militaire.
 - Plus de 80 entreprises œuvrant dans des domaines technologiques connexes ou en relation étroite avec le domaine de la Défense et de la Sécurité;
 - SNC Technologies, DMR, CGI, Thalès, General Dynamics.
 - 6 000 emplois de qualité dans un secteur technologique;
 - 800 chercheurs - INO, RDDC, Université Laval (COPL);
 - 110 millions \$ d'investissements en recherche et développement par année.

1

Projet : Bureau d'intelligence des marchés et commercialisation en Défense, Sécurité et Protection Civile

L'ensemble donne à la région un statut de créneau d'excellence et un potentiel de développement élevé en plus de démontrer clairement la pertinence d'investir dans le développement des opportunités qui se présenteront pour les entreprises régionales dans ce créneau d'avenir.

Définitions

ACCORD : Le projet d'Action concertée de coopération régionale de développement (ACCORD) vise à construire un système productif régional compétitif sur le plan nord-américain et mondial dans chacune des régions du Québec, par l'identification et le développement de créneaux d'excellence, qui pourront devenir leur image de marque.

Créneau d'excellence : Un créneau d'excellence est constitué d'un ensemble d'entreprises aux activités connexes et interdépendantes, qui collaborent entre elles et se concurrencent. Elles sont en relations fréquentes avec les universités, les centres techniques ou les centres de formation, ainsi qu'avec des réseaux d'information et d'appui aux entreprises. Ces acteurs sont regroupés sur un territoire défini (régional ou local), où on retrouve des chercheurs, des travailleurs de haut niveau, une main-d'œuvre qualifiée et une communauté familière avec l'industrie. Un créneau d'excellence représente ainsi un domaine d'activités où la région a l'intention de se démarquer sur le plan national ou international, dans des produits particuliers ou des compétences spécifiques.

Sous-comité régional : Dans le cadre de la démarche ACCORD, un groupe d'intervenants représentatifs du créneau d'excellence à analyser s'accordent pour participer, dans le cadre d'un comité, à des discussions pour mettre de l'avant une stratégie commune dans le but de positionner le créneau à l'international et développer tout son potentiel en proposant aux instances, publiques et privées, un ou des projets qui serviront à supporter le développement dudit créneau.

Projet structurant : Initiative, découlant du consensus du sous-comité régional, qui a comme objectif le développement du créneau d'excellence en arrimant les efforts publics et privés dans l'objectif de positionner ou de développer le créneau à l'international.

Le projet

Dans ce contexte, le sous-comité Défense, Sécurité et Protection civile créé dans la région (dans le cadre de la démarche ACCORD) veut se doter d'un Bureau d'intelligence des marchés dont la mission sera d'accroître les retombées économiques dans la région. Étant arrimé au Technopôle Défense et Sécurité (TDS) mis en place sur ce territoire, on peut présumer que ce Bureau assumera tout naturellement une fonction de soutien aux membres du TDS et appuiera les services offerts à la communauté par le Technopôle. Il sera donc appelé à satisfaire une demande émanant de plusieurs territoires.

Toutefois, le Bureau est un instrument appelé à contribuer au développement de la région et à participer à l'atteinte des objectifs fixés par le sous-comité en matière de création d'emplois, d'investissements, d'accroissement des retombées industrielles régionales et de volume d'affaires.

Mission

Accroître les retombées économiques des entreprises de la région dans le domaine de la Défense, Sécurité et Protection civile.

La vision et les objectifs d'affaires

Vision : « D'ici 2012, positionner la région de la Capitale-Nationale au rang des chefs de file internationaux de la Défense et de la Sécurité Civile, en développant une culture de collaboration, d'innovation et de commercialisation entre les entreprises, les centres de recherche, les organismes régionaux et les établissements de formation. »

Créneaux d'excellence qui se démarquent :

- Systèmes optroniques;
- Systèmes de combat;
- Systèmes d'information : C4ISR (commandement, contrôle, communication, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance)

Objectifs d'affaires :

- Augmentation de 10 % à 20 % du nombre d'emplois dans les secteurs technologiques directement reliés aux projets de la défense et la sécurité publique;
- Investissements en capitaux de 100 millions \$ par les entreprises et les centres de recherche;
- Augmenter les retombées industrielles régionales (RIR) directes et indirectes dans la région de 50 %;
- Générer un volume d'affaires additionnel au sein des entreprises technologiques reliées à la défense et la sécurité de 140 millions \$.

Le Bureau d'intelligence étant l'un des outils à mettre en place pour permettre l'atteinte de ces objectifs, et ce en collaboration avec d'autres outils tel que le Technopôle Défense et Sécurité.

Services du Bureau d'intelligence des marchés et commercialisation

- Mise en place d'une veille informationnelle offrant des services de recherche, de qualification et de présentation d'opportunités d'affaires dans le secteur de la Défense, Sécurité et Protection civile aux entreprises;
- Identifier les opportunités d'affaires dans le domaine de la Défense, Sécurité et Protection civile;
- Identifier les exigences opérationnelles urgentes;
- Identifier le comportement du marché et les critères d'achats où nos entreprises ont des avantages uniques de succès;
- Identifier le processus d'achat;
- Identifier les décideurs et les personnes qui influencent;
- Identifier les principaux concurrents dans les grands programmes d'acquisition;
- Identifier les conditions de succès.

3

Projet : Bureau d'intelligence des marchés et commercialisation en Défense, Sécurité et Protection Civile

En lien avec le Technopôle Défense et Sécurité (www.technoleds.org), les services suivants seront offerts :

- Création et animation de partenariats qui mèneront à des propositions non sollicitées afin d'influencer les achats;
- Création et animation de partenariats qui mèneront à la présentation des propositions sollicitées qui comprennent les technologies des entreprises.

Afin de bien comprendre la portée des services voici des programmes d'acquisition qui feront l'objet d'un suivi particulier :

- Programmes d'acquisition du ministère de la Défense du Canada et des différentes instances reliées à la Sécurité publique et Protection civile (nationale, provinciale et municipale);
- Retombées industrielles régionales (RIR) canadiennes (entreprises étrangères obtenant des contrats du gouvernement canadien);
- Programmes d'acquisition des pays de l'OTAN dans certains programmes spécifiques dans les secteurs de la Défense, Sécurité et Protection civile;
- Lacunes technologiques des pays de l'OTAN dans certains programmes spécifiques dans les secteurs de la Défense, Sécurité et Protection civile;
- Lacunes technologiques des grands intégrateurs internationaux;
- Identification de l'orientation de l'approvisionnement en technologie, en recherche et développement et des processus d'achats futurs.

Marchés visés

Géographique

- Dans un premier temps, les pays de l'OTAN seront le marché cible à cause de la proximité et d'alliances existantes entre les pays. (Belgique, Canada, République Tchèque, Danemark, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Luxembourg, les Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Espagne, Turquie, Royaume-Uni, États-Unis);
- Dans un deuxième temps ou au besoin, les pays tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et le Mexique pourront être intégrés.

Sectoriel

- Défense;
- Sécurité;
- Protection civile.

Outils

- Outil de forage de données afin de cibler des opportunités d'affaires pour les entreprises. Identifier les sites Web et les outils pertinents pour rassembler l'information;
- Les sites où se retrouvent les appels d'offre (secteurs d'activités, valeurs des contrats, délais de livraisons de l'offre de service, etc.);

4

Projet : Bureau d'intelligence des marchés et commercialisation en Défense, Sécurité et Protection Civile

- Les sites où se retrouvent les contrats attribués (nom du demandeur, nom de la personne responsable, nom du client final, nom de l'entreprise ayant été choisie, valeur des contrats, délais de livraisons des livrables etc.);
- Les sites où se retrouvent les études concernant les lacunes technologiques, les tendances du marché, les besoins des Forces, les budgets attribués à la recherche et au développement etc.;
- Portfolio des produits et services de nos entreprises.



Annexe « C »

Fiche technique pour la filière
Divertissement interactif

Sous-comité Solutions et technologies informatiques
Programme ACCORD Capitale-Nationale

École nationale du divertissement interactif

Description du créneau

Le divertissement interactif à Québec

Le créneau du divertissement interactif a connu une très forte croissance depuis les cinq dernières années et cette tendance mondiale se poursuivra tout au cours de la prochaine décennie. Uniquement dans la région de Québec, le nombre de travailleurs oeuvrant au sein de cette industrie a doublé au cours de la dernière année et se dénombre maintenant à près de 400 emplois directs. On prévoit que les perspectives d'embauches continueront à être très importantes au cours des prochaines années.

Selon PWC, l'industrie mondiale du jeu vidéo doublera son chiffre d'affaires d'ici 2009 passant de 28 milliards \$ US à 55 milliards \$ US. À l'échelle mondiale, le Québec se positionne comme un pôle important de création de jeux vidéo. Actuellement, c'est ici que s'enregistre la plus rapide croissance de l'industrie, devançant les grands centres de la côte ouest américaine, Tokyo et l'Angleterre. Actrice importante de l'économie, l'industrie du divertissement interactif génère au Québec un chiffre d'affaires de 100 millions \$ CAD en 2004. Le jeu vidéo est le secteur du divertissement qui investit le plus en recherche et développement et 75 % des investissements sont liés aux coûts de la main-d'œuvre.

Le jeu est universel, c'est le produit culturel le plus exporté dans le monde. De nombreuses productions développées ici sont d'ailleurs distribuées sur un ou plusieurs marchés à l'international. La région compte maintenant près d'une demi-douzaine d'entreprises dans ce créneau dont deux leaders mondiaux (Ubisoft et Activision). On y retrouve également d'autres joueurs, des sociétés innovantes et en expansion. Régionalement, le créneau se caractérise par la diversification des activités de développement du jeu : toutes les plateformes y sont représentées toutefois, certaines affichent une plus grande croissance (jeux Web, jeux sur téléphones cellulaires et consoles). Une autre preuve que l'industrie est en grande effervescence à Québec, l'International Game

Developers Association (IGDA) a récemment mis sur pied un nouveau chapitre dans la région. L'industrie du jeu vidéo doublera son chiffre d'affaires d'ici 2010 et la région de Québec possède tous les attributs pour participer activement à cette croissance.

Ce créneau d'excellence à fort potentiel offre une variété de carrières intéressantes pour les diplômés provenant à la fois des programmes de formation de niveau collégial (DEC ou AEC) et universitaire. Les institutions d'enseignement de Québec offrent des programmes dans des secteurs liés aux jeux vidéo tels qu'en informatique, en création artistique et en son. Toutefois, il existe actuellement un important besoin de main-d'œuvre qualifiée et formée tant à l'échelle régionale que nationale. Dans le contexte académique actuel, certaines formations spécialisées sont offertes dans la région et la majorité des programmes sont dispensés dans des écoles différentes sans qu'il n'existe de collaboration entre eux. De plus, peu de centres de recherche axent leurs travaux sur des domaines d'intérêt pour l'industrie du jeu à ce jour. En effet, il n'existe pas de centre de recherche institutionnel dans ce secteur, mais certains centres de recherche d'industries connexes sont accessibles tels que le Centre LSI – Laboratoire des systèmes intelligents de l'Université Laval (développement sur l'intelligence artificielle).

Dans un tel contexte, les entreprises de la région de Québec n'ont eu d'autre choix que de se mobiliser et d'entreprendre des initiatives pour informer et promouvoir les carrières du jeu vidéo auprès des jeunes.

Grâce à ses revenus importants et son fort potentiel de croissance, l'industrie a accès à des sources diversifiées de capitaux. Tant les intervenants financiers institutionnels que privés supportent déjà l'industrie dans sa croissance et devraient maintenir leur intérêt au cours des prochaines années.

La vision

D'ici 2012, faire de la région de Québec le troisième pôle canadien en divertissement interactif.

Objectifs d'affaires :

La région de Québec possède tous les éléments pour devenir un pôle d'expertise reconnu pour le développement de jeux vidéo à l'international. Pour atteindre cet objectif, le défi principal est le développement d'une main-d'œuvre qualifiée et formée.

D'ici 2012 les objectifs du projet seront de :

- Positionner la région comme un centre névralgique du jeu vidéo et d'assurer la croissance de l'industrie à Québec;
- Offrir une formation de haut niveau reconnue dans l'industrie mondiale;
- Doubler le volume d'affaires de la région dans le secteur du jeu vidéo;
- Accroître le nombre d'emplois et le faire passer à 1 000;
- Tripler les investissements en infrastructures technologiques ;
- Assurer l'implantation et la création de cinq nouvelles entreprises particulièrement dans des secteurs d'activités complémentaires tels qu'en conception et production sonore et en assurance-qualité.

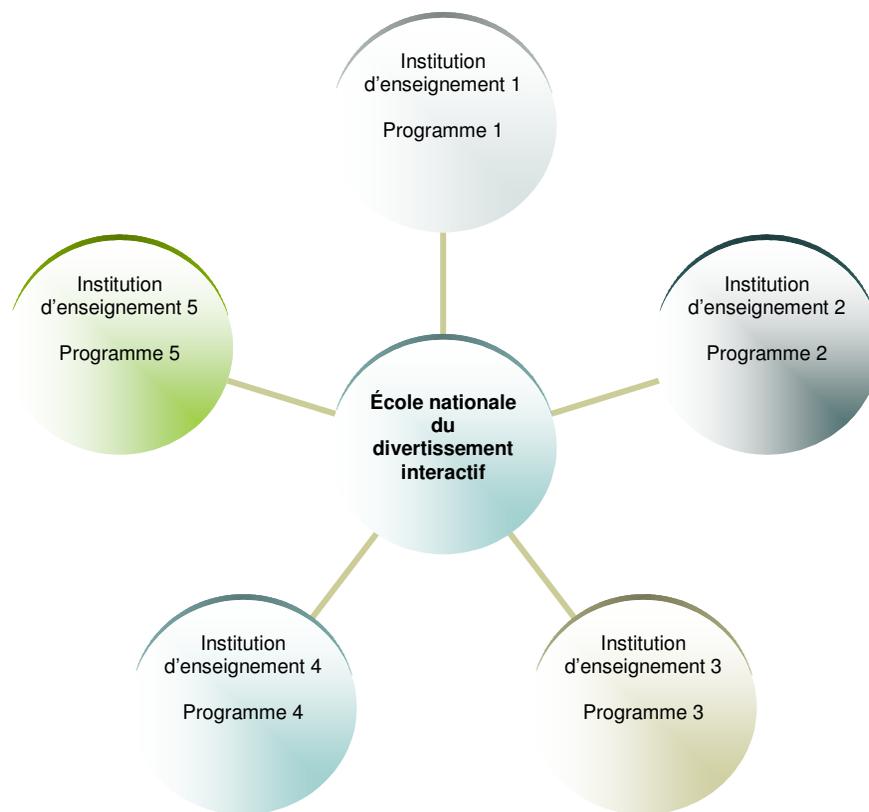
Le projet

L'industrie souhaite mettre sur pied à Québec une École nationale du divertissement interactif. Ce centre de formation dédié à l'industrie du jeu vidéo proposerait en un lieu unique, des programmes de formation et de recherche développés par des institutions d'enseignement existantes et reconnues. En effet, il existe actuellement un certain nombre de maisons d'enseignement tant privées qu'institutionnelles, offrant de telles formations et programmes. Ces institutions possèdent l'expertise et les processus administratifs sont déjà en place (registraire, etc.).

Cette initiative a pour buts de :

- Accroître l'offre de formation du secteur tant à l'échelle régionale que nationale;
- Mettre en place des programmes de recherche ou des chaires spécifiques à l'industrie du jeu vidéo;
- Promouvoir les carrières artistiques et technologiques;
- Rendre les formations spécialisées accessibles à tous;
- Positionner la région comme un centre névralgique du jeu vidéo et assurer la croissance de l'industrie à Québec;
- Assurer le développement d'une main-d'œuvre qualifiée et formée;
- Offrir une formation concrète et de haut niveau;
- Profiter de l'expertise développée par les institutions d'enseignement dans les différents champs de concentration;

- Permettre une collaboration entre les programmes pour mieux préparer les étudiants aux défis de l'industrie.



Impacts sur d'autres secteurs et développement de réseaux industriels

La croissance de l'industrie du jeu vidéo contribue au développement d'entreprises et technologies connexes et permet de développer des synergies importantes avec d'autres secteurs de haut savoir et à fort potentiel; intelligence artificielle, applications de simulation en temps réel, technologies d'analyse ergonomique, présentation et représentation visuelle 3D, outils d'aide à la décision visuels, etc.

De par ses activités commerciales à l'international et par la présence de leaders mondiaux dans la région, l'industrie de Québec est bien connectée avec les grands réseaux internationaux et verra sa reconnaissance et sa visibilité accroître grâce au projet d'École nationale. Cette initiative permettra non seulement de consolider le secteur dans la région de Québec, elle représente une démarche structurante pour toute l'industrie du jeux vidéo au Québec. Elle permettra d'offrir une main-d'œuvre qualifiée à toute l'industrie locale,

provinciale, nationale, voire internationale et renforcera notre expertise dans le domaine.

Potentiel de collaborations et de partenariats

Le secteur de la formation et les maisons d'enseignement du Québec se distinguent par leur dynamisme. À l'écoute des besoins des industries, les institutions d'enseignement ont démontré par le passé une volonté de collaborer de façon proactive au développement de la main-d'œuvre en participant à des projets innovateurs et structurants.

Plusieurs écoles, collèges et universités ont déjà développé des créneaux d'expertise liés au domaine du divertissement interactif. Ce sont, pour la plupart, des domaines d'expertise distinctifs et complémentaires. La majorité de ces programmes sont accessibles au Québec et plusieurs le sont dans la région immédiate de Québec. Le potentiel de collaboration avec ces institutions d'enseignement est très intéressant. C'est un partenariat gagnant qui contribuera à la fois à bonifier les programmes de formation (en permettant les échanges entre les différentes disciplines) et à positionner la région de Québec comme un endroit d'excellence académique pour l'industrie du jeu vidéo.

Mission

La mission de l'École nationale du divertissement interactif sera d'assurer une formation et un transfert d'expertise en partageant le savoir des partenaires, en s'arrimant aux besoins des entreprises et en offrant une expérience enrichissante et concrète via des projets conjoints.

Services de l'École nationale du divertissement interactif

- Proposition de programmes pouvant être exploités dans un tel contexte :

Animation 3D	Maison d'enseignement collégiale – DEC ou AEC
Modélisation 3D	Maison d'enseignement collégiale – DEC ou AEC
Conception de niveaux de jeux (Level Design)	Maison d'enseignement collégiale – DEC ou AEC
Conception de jeux (Game design)	Maison d'enseignement collégiale – DEC ou AEC Maison d'enseignement universitaire – 1er cycle ou deuxième cycle

Programmation	Maison d'enseignement universitaire – 1er cycle ou deuxième cycle
Conception audio	Maison d'enseignement collégiale – DEC ou AEC Maison d'enseignement universitaire – 1er cycle ou deuxième cycle
Gestion (production)	Maison d'enseignement universitaire – 1er cycle ou deuxième cycle

- L'École devra également être le siège de centres de recherche touchant des domaines connexes à l'industrie du jeu vidéo tels que :
 - Imagerie;
 - Intelligence artificielle;
 - Réseautique;
 - Physique;
 - Son.

Impacts positifs sur la qualité et la vitalité des milieux de vie dans la région.

- Un éventail d'emplois spécialisés, perspectives d'avenir intéressantes;
- La moyenne d'âge des développeurs est de 30 ans;
- Gens actifs, salaires compétitifs, contribution à l'économie locale;
- L'industrie du jeu vidéo incite les jeunes provenant d'autres régions, d'autres provinces ou même d'autres pays à choisir Québec comme ville d'adoption.

ANNEXE

Définitions

ACCORD : Le projet d'Action concertée de coopération régionale de développement (ACCORD) vise à construire un système productif régional compétitif sur le plan nord-américain et mondial dans chacune des régions du Québec, par l'identification et le développement de créneaux d'excellence, qui pourront devenir leur image de marque.

Créneau d'excellence : Un créneau d'excellence est constitué d'un ensemble d'entreprises aux activités connexes et interdépendantes, qui collaborent entre elles et se concurrencent. Elles sont en relations fréquentes avec les universités, les centres techniques ou des centres de formation, ainsi qu'avec des réseaux d'information et d'appui aux entreprises. Ces acteurs sont regroupés sur un territoire défini (régional ou local), où on retrouve des chercheurs, des travailleurs de haut niveau, une main-d'œuvre qualifiée et une communauté familière avec l'industrie. Un créneau d'excellence représente ainsi un domaine d'activités où la région a l'intention de se démarquer sur le plan national ou international, dans des produits particuliers ou des compétences spécifiques.

Sous-comité régional : Dans le cadre de la démarche ACCORD, un groupe des intervenants représentatifs du créneau d'excellence à analyser s'accordent pour participer, dans le cadre d'un comité, à des discussions pour mettre de l'avant une stratégie commune dans le but de positionner le créneau à l'international et développer tout son potentiel en proposant aux instances, publiques et privées, un ou des projets qui serviront à supporter le développement dudit créneau.

Projet structurant

Initiative, découlant du consensus du sous-comité régional, qui a comme objectif le développement du créneau d'excellence en arrimant les efforts publics et privés dans un objectif de positionner ou développer le créneau à l'international.

Annexe « D »

Lettre d'appui du milieu et fiche technique
pour la filière Géospatiale

Appui à la création d'un Pôle d'excellence en technologie géospatiale

Le présent document est une lettre d'appui à la démarche de mise en place d'un **Pôle d'excellence en technologie géospatiale** dans la Zone économique de la Capitale Nationale. Cette lettre d'appui est endossée par près de trente entreprises et intervenants majeurs du secteur technologique de la région de Québec.

Attendu que la région de Québec :

- ◆ A su développer le secteur du géospatial qui s'assied sur des expertises de haut savoir en technologie géomatique, en intelligence d'affaires, en sécurité informatique, en intégration de systèmes ainsi qu'en télécommunications;
- ◆ Possède toutes les composantes d'une offre commerciale intégrée et à forte valeur ajoutée en géospatial;
- ◆ Bénéficie de la présence de plusieurs joueurs reconnus mondialement dans ce créneau d'excellence;
- ◆ Possède une offre unique et complète de formation, de niveau technique à scientifique;
- ◆ Est l'hôte de centres d'expertise exceptionnels et de calibre international en géospatial;
- ◆ Possède une forte capacité d'innovation dans ce secteur d'excellence;
- ◆ A su développer des créneaux et des niches d'applications en géospatial innovateurs et différenciateurs.

Conséquemment, nous sommes d'avis que la région de Québec :

- ◆ Possède un fort potentiel de positionnement parmi les meilleurs sites mondiaux offrant des expertises et des technologies en géospatial;
- ◆ Possède un fort potentiel de croissance régionale de l'emploi et des revenus en géospatial;
- ◆ Possède un fort potentiel d'exportation de son expertise en géospatial;
- ◆ Possède une forte capacité d'attraction et de génération de nouveaux investissements en géospatial.

Nous croyons que ce secteur de haut savoir offre un fort potentiel de développement économique et que le positionnement de la Capitale-Nationale à titre de leader du secteur géospatial permettra de saisir et de développer de nouvelles opportunités d'affaires et d'accroître la richesse collective régionale.

Nous les signataires, sommes parties prenantes de ce secteur de haut savoir et appuyons la démarche en cours qui vise à créer et développer un **Pôle d'excellence en technologie géospatiale**, de le positionner et de le faire rayonner à l'échelle mondiale.

Pôle d'excellence en technologie géospatiale

Signataires

Bell Canada



Christian Goulet,
Vice-président adjoint
Secteur public
Responsable de la région de Québec

Centre de développement de la géomatique,
CDG



Cécile Saint-Pierre,
Présidente-directrice générale

Centre de recherche en géomatique



Dr. Alain A. Viau,
Directeur général

Centre de recherche sur les technologies
de l'organisation réseau, Université Laval



CIRRELT

Diane Poulin,
Directrice exécutive

Pôle d'excellence en technologie géospatiale

Signataires

CGI



Ricardo Depani,
Associé et directeur services-conseils

Collège de Limoilou



Maurice Carrier,
Directeur général

Collège François Xavier Garneau



Yves Blouin,
Directeur général

CRIM



Yves Sanssouci,
Président-directeur général, CRIM

Pôle d'excellence en technologie géospatiale

Signataires

Département de géographie,
Université Laval



FACULTÉ DE FORESTERIE
ET DE GÉOMATIQUE
Département de géographie

Cité universitaire
Québec, Canada G1K 7P4

Louise Filion,
Directrice

DMR Conseil Fujitsu



une société Fujitsu

Christian Giroux,
Vice-président directeur du bureau de Québec

Faculté de foresterie et de géomatique



UNIVERSITÉ
LAVAL

Faculté de foresterie et de géomatique

Denis Brière,
Doyen

GéoQuébec



Michel Paradis,
Directeur général

Pôle d'excellence en technologie géospatiale

Signataires

Groupe Alta



Groupe ALTA

Benoît Raymond,
Président

Groupe Trifide



Chantal Arguin, a.-g.,
Présidente-directrice générale

INRS



Université du Québec
**Institut national
de la recherche
scientifique**

Pierre Lapointe,
Directeur général

Intélec géomatique



*Intélec
Géomatique*

Serge Kéna-Cohen,
Associé

ISIQ



Christian Martin,
Vice-président, responsable de CRIM Québec et de l'ISIQ

Pôle d'excellence en technologie géospatiale

Signataires

ITIS



INSTITUT TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET SOCIÉTÉS
Michel Audet,
Directeur scientifique, CEFRIO
Professeur titulaire en relations industrielles

Korem



Sébastien Vachon,
Président et chef de la direction

LGS/IBM



Alain Déziel,
Directeur développement affaires et gestion de comptes

Nurun



Bernard Robitaille,
Vice-président exécutif - Amérique du Nord-Québec

Pôle Québec Chaudière-Appalaches



Antonio Lara,
Vice-président, Technologies appliquées

Pôle d'excellence en technologie géospatiale

Signataires

RDDC Valcartier



Christian Carrier,
Directeur général adjoint

Réseau Géoïde



Nicholas Crisman,
Directeur scientifique

Syntell



Telus



Bernard Verrault,
Vice-président à l'exploitation (Est du Québec)

Voix des entrepreneurs en TI de Québec, VETIQ



Claire Adam,
Directrice générale

Pôle d'excellence en technologie géospatiale

Signataires

Xeos imagerie inc.



IMAGERIE AÉRIENNE À HAUTE RÉOLUTION

Jean-François Cauchon,
Vice-président ventes et marketing

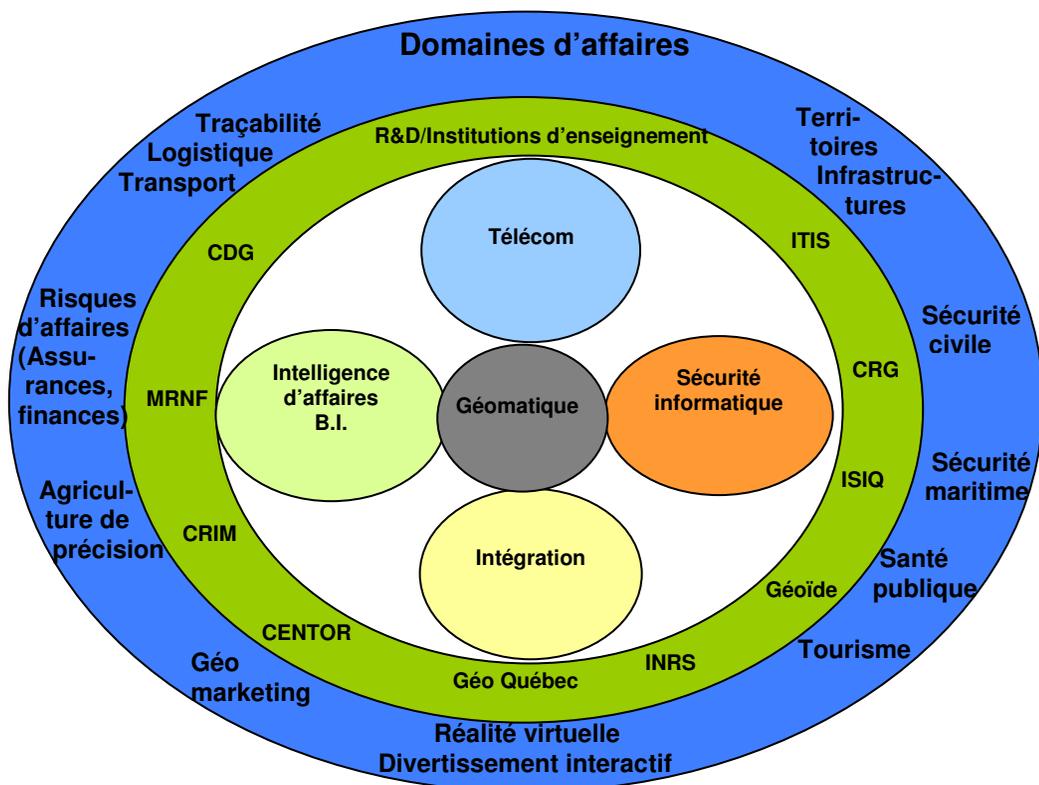
Sous-comité Solutions et Technologies informatiques
Programme ACCORD Capitale-Nationale

Institut en technologie géospatiale
Québec, un pôle d'excellence mondial

Description du créneau

Un créneau multisectoriel

La région de Québec occupe une place importante dans le marché de la technologie géospatiale, un secteur qui se développe régionalement depuis plusieurs décennies. Le secteur du géospatial fait appel et réunit plusieurs domaines des technologies de l'information et s'appuie sur la présence d'acteurs industriels et de recherche reconnus mondialement.



La technologie géospatiale utilise et réfère à la composante géographique de l'information. Ce domaine d'expertise comprend notamment toutes les activités connues du secteur de la géomatique, ainsi que les technologies et applications reliées à l'intelligence d'affaires, aux outils de sécurité informatique, aux expertises en intégration de systèmes et aux plateformes de télécommunications. La dimension géospatiale de l'information est devenue omniprésente en TI et dans plusieurs domaines d'affaires. L'engouement pour des services grand public tel que **Google Earth** contribue fortement à la démocratisation de cette technologie et à la croissance de la demande d'une clientèle de plus en plus diversifiée. Ce secteur technologique est très innovant et nécessite une main-d'œuvre de haut savoir technique et scientifique.

Profil du secteur

La région de Québec se démarque dans les technologies géospatiales par la présence de 145 entreprises ainsi que 38 centres de recherche et laboratoires. La géomatique et les autres domaines liés au géospatial emploient plus de 1 895 personnes dans la région et génèrent des revenus annuels de plus de 136 millions \$ CA.

La firme américaine **Daratech**¹ prévoit une croissance des revenus mondiaux supérieure à 10 % en géospatial pour les années à venir et le département de la main-d'œuvre américaine a ciblé cette industrie en forte croissance comme un secteur prioritaire dans ses stratégies d'appui au secteur technologique². À lui seul, le secteur de la géomatique canadien a connu une croissance de ses revenus de 16 % en 2004 pour atteindre 2,8 milliards³ \$ tandis que le secteur intelligence d'affaires mondial (B.I.) connaîtra une croissance de 6,4 % à 13,6 % selon les territoires et devrait atteindre les 3 milliards \$ en 2009, selon la firme de recherche **Gartner**⁴. Quant au secteur du service d'intégration de systèmes, la firme **IDC** prévoit une croissance annuelle du marché mondial de 4,6 % et devrait atteindre les 89,9 milliards \$ en 2009⁵. Pour sa part, le marché mondial de la sécurité informatique était estimé à 13 milliards \$ en 2004 selon le **Yankee Group** et connaîtra un important taux de croissance au cours des prochaines années⁶.

¹ GIS/Geospatial Markets & Opportunities 2006, <http://www.daratech.com/research/gis/2006/>

² The President's High Growth Job Training Initiative, <http://63.88.32.17/BRG/JobTrainInitiative/>

³ Résultats du recensement 2004 de l'industrie géomatique, Ressources naturelles Canada

⁴ http://www.infoworld.com/article/06/02/07/75128_HNBimarket_1.html, <http://www.gartner.com/>

⁵ http://www.integrationconsortium.org/page.php?news_id=136&parentId=59

⁶ <http://www.techweb.com/wire/networking/53701345>

Des acquis qui se démarquent

Les forces et les acquis de l'industrie régionale sont extraordinaires et permettent à Québec de se distinguer favorablement sur les marchés internationaux :

- Les forces régionales sont mobilisées pour croître à l'international et la structure industrielle est mature et bien organisée. Une importante synergie existe entre les acteurs ce qui se reflète notamment par des partenariats de recherche industrielle, une offre commerciale intégrée et conjointe à l'international grâce à **GéoQuébec**, par un partage de ressources, etc. L'appui structurant des gouvernements a permis de développer une base industrielle et d'innovation solide. La consolidation de ces acquis passe maintenant par la reconnaissance et la promotion des expertises à l'international;
- Le secteur du géospatial possède tous les atouts pour assurer sa croissance par l'exportation. À elle seule, l'industrie canadienne de la géomatique obtient plus de 15 % de ses revenus grâce à l'exportation. En ce qui concerne la région de Québec, le domaine du géospatial possède les caractéristiques d'une industrie en forte croissance en raison de sa capacité d'innovation, de ses expertises technologiques, de ses joueurs industriels présents sur les marchés internationaux et aux outils de financement et d'aide à la commercialisation disponibles;
- Il existe une présence de leaders mondiaux dans toute la chaîne du secteur, tant en géomatique, qu'en intégration et en intelligence d'affaires. Mentionnons par exemple les applications en télésécurité mobile de **Medical Intelligence**, les systèmes de gestion du territoire et d'analyse des risques de **DMR Conseil**, les solutions en traçabilité d'**Exact Modus**, les systèmes de tableaux de bord de **Syntell**, les outils Web de gestion des urgences de **Korem**, les logiciels de prévention de bris des infrastructures souterraines de **Teldig**, la cartographie numérique des zones urbaines du **Groupe Trifide**, la photographie aérienne haute résolution du **Groupe Alta** et de **Xéos**, etc.;
- Il existe également une présence de centres de recherche de calibre mondial tels que le **Réseau canadien des centres d'excellence en géomatique Géoïde**, le **Centre de recherche en géomatique CRG**, le **CENTOR** et le **Collège de Limoilou**. Notamment, la région compte sur le plus important regroupement de professeurs-chercheurs spécialisés en SIG (systèmes d'information géographique) dans une même université au Canada;

- L'offre complète de formation et d'enseignement régionale est unique dans l'industrie, du niveau technique à celui scientifique. L'offre de formation est même intégrée dans les propositions de service à l'international et permet d'assurer l'implantation et la réalisation de contrats clés en main auprès de grands donneurs d'ordre mondiaux. Le **Collège de Limoilou** a notamment implanté des centres de formation en géomatique au Pérou et en Afrique;
- Le secteur a accès à des sources de financement diversifiées tant privées qu'institutionnelles et gouvernementales telles que la **SGF** et les initiatives canadiennes **Géocconnexion** et **Precarn**, etc.

Vision

D'ici 2012, l'industrie désire positionner la région de la Capitale-Nationale parmi les plus importants pôles mondiaux en technologie géospatiale en misant sur ses forces et expertises développées dans des domaines d'affaires à fort potentiel économique.

Objectifs d'affaires

Un positionnement fort auprès des grands donneurs d'ordre de l'industrie mondiale permettra de générer des retombées économiques importantes et d'assurer un accroissement de la richesse régionale.

Sur un horizon de 5 ans, l'industrie vise à :

- Accroître le nombre d'emplois de plus de 25 % et le porter à 2 400 personnes dans le secteur du géospatial;
- Atteindre des revenus annuels régionaux de plus de 170 M \$;
- Accroître le niveau des exportations régionales afin qu'elles représentent plus de 25 % des revenus;
- Appuyer l'implantation à Québec de deux nouveaux joueurs majeurs de l'industrie;
- Appuyer la mise sur pied de huit nouvelles entreprises en géospatial;
- Accroître de 25 % les investissements en recherche du secteur.

Le projet

L'industrie régionale souhaite créer un Pôle d'excellence en technologie géospatiale. Pour y arriver, elle désire mettre sur pied un **Institut en technologie géospatiale** dont le mandat sera d'organiser le Pôle d'excellence, de le positionner et de le faire rayonner dans les réseaux mondiaux du géospatial, puis finalement, d'assurer le développement régional d'une expertise de calibre mondial en géospatial.

Cette initiative est l'un des rares projets régionaux interpellant plusieurs domaines des technologies de l'information. Suite à des consultations « extra-ACCORD », ce projet multisectoriel bénéficie maintenant d'un appui important de la part d'intervenants majeurs régionaux, comme le démontre une lettre d'appui au projet signée par plus d'une trentaine de représentants, tant du milieu industriel que celui des institutions de recherche, sans oublier celui de l'enseignement et d'organismes d'appuis à l'industrie.

D'ailleurs, la création d'un Pôle d'excellence en géospatial pourrait être porteur non seulement pour la région, mais également pour l'industrie entière. En effet, des discussions préliminaires avec des experts reconnus de l'industrie, telle que la firme **IDC**, permettent déjà d'établir que l'initiative est innovatrice et semble unique au monde. Elle pourrait notamment permettre à la région de Québec de se positionner très favorablement auprès des grands donneurs d'ordre mondiaux qui font actuellement face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Ce projet structurant permettra concrètement de consolider des acquis régionaux solides sur lesquels des stratégies de croissance à l'international seront développées. À l'instar d'autres secteurs, celui du géospatial possède tous les atouts et toutes les caractéristiques d'un secteur d'excellence pouvant faire rayonner la région de Québec sur l'échiquier mondial.

Mission

La mission de l'**Institut en technologie géospatiale** sera de faire reconnaître le Pôle d'excellence de Québec comme l'un des principaux pôles mondiaux de l'industrie.

Interventions et services offerts

Afin de remplir son mandat, l'**Institut en technologie géospatiale** pourra notamment :

- Développer la marque « **Pôle d'excellence en technologie géospatiale** »;

- Articuler une offre régionale forte en géospatial;
- Mettre en place un plan de promotion de l'offre du Pôle d'excellence à l'international;
- Mettre en place un plan de prospection des investissements en géospatial;
- Appuyer la mise sur pied d'un centre de transfert technologique en géospatial;
- Appuyer les activités de partenariat industriel et d'innovation à portée internationale;
- Appuyer le maintien du bureau chef du Réseau canadien d'excellence en géomatique Géoïde à l'Université Laval;
- Faciliter l'accroissement de la formation et l'offre de nouveaux cursus de formation dans des domaines d'affaires à fort potentiel.

Financement

Le projet du Pôle d'excellence est fort d'un important appui des membres de l'industrie. Il a été discuté de façon préliminaire que des partenariats et des appuis financiers puissent se conclure avec le secteur privé afin d'initier et de développer le projet, advenant son acceptation dans le cadre de la démarche ACCORD. Il existe également des leviers financiers gouvernementaux pouvant supporter la mise en place du plan d'action, tel que le programme PAIC d'Industrie Canada qui supporte les initiatives de prospection des investissements étrangers, ou encore le Programme d'appui stratégique à l'investissement (PASI) qui supporte des projets d'investissements privés majeurs.

Plan d'action

Un exercice d'étalonnage du Pôle d'excellence sera entrepris en novembre 2006 et quatre propositions d'experts nationaux et internationaux ont déjà été reçues dans le cadre de ce mandat. Des conclusions positives sont attendues de cette démarche et le cas échéant, un plan d'action budgété du projet sera élaboré et présenté au comité régional ACCORD en mars 2007.

ANNEXE

Définitions

ACCORD : Le projet d'Action concertée de coopération régionale de développement (ACCORD) vise à construire un système productif régional compétitif sur le plan nord-américain et mondial dans chacune des régions du Québec, par l'identification et le développement de créneaux d'excellence, qui pourront devenir leur image de marque.

Créneau d'excellence : Un créneau d'excellence est constitué d'un ensemble d'entreprises aux activités connexes et interdépendantes, qui collaborent entre elles et se concurrencent. Elles sont en relations fréquentes avec les universités, les centres techniques ou des centres de formation, ainsi qu'avec des réseaux d'information et d'appui aux entreprises. Ces acteurs sont regroupés sur un territoire défini (régional ou local), où on retrouve des chercheurs, des travailleurs de haut niveau, une main d'œuvre qualifiée et une communauté familière avec l'industrie. Un créneau d'excellence représente ainsi un domaine d'activités où la région a l'intention de se démarquer sur le plan national ou international, dans des produits particuliers ou des compétences spécifiques.

Sous-comité régional : Dans le cadre de la démarche ACCORD, un groupe d'intervenants représentant le créneau d'excellence en titre s'accordent pour participer, à des discussions visant à mettre de l'avant une stratégie commune de positionnement du créneau à l'international et de développer tout son potentiel en proposant aux instances, publiques et privées, un ou des projets qui serviront à supporter le développement dudit créneau.

Projet structurant : Initiative, découlant du consensus du sous-comité régional, qui a comme objectif le développement du créneau d'excellence en arrimant les efforts publics et privés dans l'objectif de positionner ou de développer le créneau à l'international.



ENTENTE DE PRINCIPE ACCORD

Annexe « E »

Lettre d'appui du milieu pour le créneau
Assurances

embre 2006

gional ACCORD de
le-Nationale

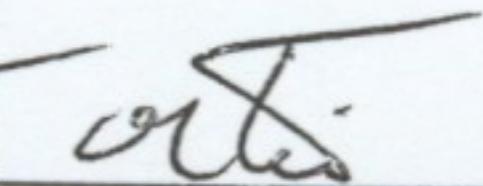
comité assurances

te est pour confirmer les travaux du comi
nois et pour préciser que l'industrie appui
u comité pour l'atteinte de ses objectifs et
ment

financier

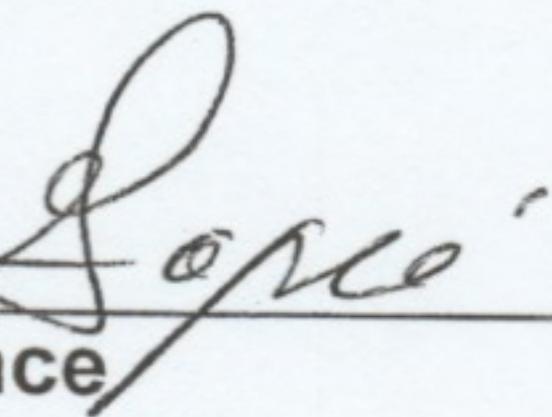
général
de dommages





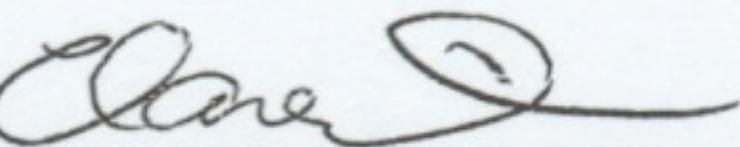
é financière

l'exploitation



ce

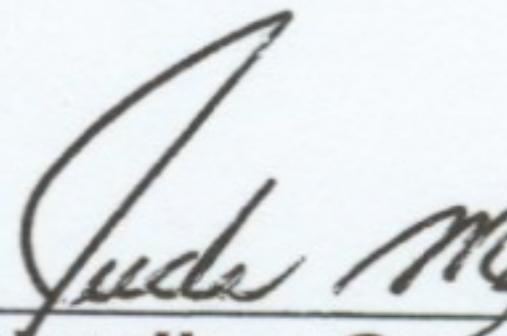
la direction



e, Assurance et



La Capitale gro
Robert St-Denis
Président-directe
Secteur Assuran



Desjardins Gro
générales
Jude Martineau
Président et che



Industrielle Allia

Annexe « F »

Tableau représentant l'importance de la présence des entreprises et des leaders en matière de construction verte, écologique et technologique.

Portrait statistique

	Entreprises ¹	Région 03 / Province ²	3 premières régions ²	Emploi ³
MANUFACTURIERS				
2 ^e transformation du bois	140	8 %	Montérégie 266 Chaudière-Appalaches 232 Laurentides 148	2200
Métal (produits d'architecture et éléments de charpentes)	80	24 %	Montérégie 135 Montréal 97 Chaudière-Appalaches 76	3250
Matériel de transport	35	7 %	Montérégie 103 Montréal 71 Chaudière-Appalaches 37	525
SERVICES				
Architecture	85	15 %	Montréal 75 Capitale-Nationale 23 Montérégie 21	600
Ingénieur	120	21 %	Montréal 144 Montérégie 70 Capitale-Nationale 66	2450
Environnement	35	20 %	Montréal 139 Montérégie 95 Capitale-Nationale 84	750
TOTAL	495			9400

Notes ou sources :
 1 : Registre des entreprises de Statistiques Canada
 2 : ICRIQ du Centre de recherche industrielle du Québec
 3 : Liste d'industries et commerces (LIC) d'Emploi-Québec



ENTENTE DE PRINCIPE ACCORD

Annexe « G »

Lettre d'appui du Groupe Le Massif pour la
filière : Bâtiment vert et intelligent

Baie-Saint-Paul, le 28 septembre 2006

Monsieur Gaston Déry
Vice-président, Matériaux transformés
Pôle Québec-Chaudière-Appalaches
1126, Grande Allée Ouest, bureau 802
Québec (Québec)
G1S 1E5

Objet : votre proposition d'étude sur la mise en place d'un axe de développement industriel et vitrine technologique en construction « verte » et intelligente

Monsieur Déry,

suite à notre rencontre du 1^{er} août dernier et à l'analyse de votre projet cité en rubrique, nous tenons à vous confirmer notre appui dans votre démarche et vous pouvez compter sur notre entière collaboration pour sa mise en oeuvre. Nous comprenons que les objectifs de cette étude comprendront notamment :

- Identifier les matériaux, les technologies et les produits de construction applicables à l'architecture « verte »;
- Déterminer comment la région de la Capitale Nationale peut combler ces besoins;
- Cerner les besoins de R&D et les transferts technologiques requis pour offrir cette vitrine technologique;
- Étalonnage international pour voir :
 - s'il existe une vitrine technologique de construction « verte » avec des matériaux et technologie de l'avenir;
 - s'il existe un *cluster* de manufacturiers « verts » et comment ils sont organisés;

Sur la base de l'intérêt suscité et de la volonté à explorer plus en détails comment le projet de vitrine technologique pourrait s'intégrer au concept du Massif, d'autres volets pourraient être explorés:

- Identification des entreprises de la région pouvant combler ces besoins;
- Validation de l'intérêt des entreprises locales concernées;

...2

Groupe Le Massif inc.

983, boul. Mgr-de-Laval
Baie-Saint-Paul (Québec)
G3Z 2W3

Téléphone 418-435-5775
Télécopieur 418-435-5776



30 %

- Élaboration des sous-projets de la vitrine technologique (technologies/concepts à mettre en oeuvre), identification des partenaires industriels, des centres d'expertise et de validation, etc., détermination des rôles et responsabilités de chacun;
- Analyse des coûts (immobilisation et coûts d'exploitation) et des bénéfices (revenus additionnels, réduction de coûts) par sous-projet;
- Montage financier - Identification spécifique des programmes gouvernementaux (fédéraux et provinciaux) pouvant soutenir le déploiement de chacun des sous-projets de la vitrine;
- Plan de mise en oeuvre;
- Analyse des retombées économiques, sociales et environnementales.

L'esprit de notre projet, ses objectifs de développement économiques et sociaux régionaux ainsi que son imputabilité environnementale correspond à plusieurs égards à votre démarche et nous serions heureux d'y collaborer. Nous comprenons que notre participation se limitera pour cette étude à vous fournir l'information nécessaire à l'établissement des besoins en termes de construction « verte » que pourrait susciter la mise en oeuvre de notre projet de développement tout comme pour tout autre projet de développement. Bien entendu cette collaboration n'engage aucunement Groupe le Massif inc. envers Pôle Québec-Chaudières-Appalaches à toute obligation que ce soit et nous souhaitons que votre démarche auprès de tout partenaire potentiel de votre projet ne laisse sous entendre tout engagement de notre part.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez à notre projet.

Bien à vous,

Marie-Claire Fortin pour
François Courville

Vice-président concept
Groupe le Massif

Groupe Le Massif inc.

983, boul. Mgr-de-Laval
Bale-Saint-Paul (Québec)
G3Z 2W3

Téléphone 418-435-5775
Télécopieur 418-435-5776



30 %

Annexe « H »

Pistes de développements et projets
structurants proposés pour la mise en
œuvre des créneaux et des filières

Pistes de développement et projets structurants proposés pour la mise en œuvre des créneaux et des filières

Le créneau d'excellence **Technologies appliquées** duquel découlent les filières **Optique-photonique, Défense, Sécurité et Protection civile, Divertissement interactif et Géospatiale**.

Pistes de développement du créneau d'excellence

Pour accomplir sa vision, le créneau des Technologies appliquées **a défini quatre filières spécifiques** pour le développement régional avec le plus haut potentiel de développement à court et à moyen terme, avec les atouts nécessaires pour réussir. Pour chaque filière, une opportunité d'affaires a été identifiée et un projet structurant est proposé comme outil de développement pour accomplir les objectifs spécifiques de chaque filière. L'effet combiné du développement de chaque filière sera le levier utilisé pour atteindre la vision commune.

La filière Optique - Photonique

Projets structurants

Pour atteindre les objectifs fixés par cette filière et qui sont décrits ci-après dans la présente entente, un projet structurant est proposé : créer un **Cercle de développement de l'Optique-photonique**.

La filière Défense, Sécurité et Protection civile¹¹

Projets structurants

Pour atteindre les objectifs fixés pour cette filière, on a identifié l'importance d'un support financier au Technopôle Défense et Sécurité en vue notamment de mandater ce dernier pour la réalisation de **deux projets porteurs** : la création d'un **Bureau d'intelligence de marché et de commercialisation des technologies en Défense et Protection Civile** et la création d'un **district Défense, Sécurité et Protection civile** associé au développement des politiques d'implantation industrielle de la ville de Québec dans l'axe nord-sud entre les deux ponts et la base militaire de Valcartier.

La filière Divertissement interactif¹²

Projets structurants

Afin de jouer un rôle stratégique au Québec, en Amérique du Nord et au niveau mondial, le projet envisagé vise à **créer une école internationale de jeux vidéo**, au bénéfice de toutes les entreprises. Cette école favoriserait notamment la formation, la sensibilisation des jeunes à cette carrière ainsi que la synergie entre les entreprises et la recherche et le développement. Le projet prend assise sur des modèles similaires ailleurs dans le monde et propose d'étendre le modèle à d'autres régions de la province, mais aussi de le démocratiser pour les autres intervenants industriels. Ce projet représente aussi un potentiel important de synergie entre les régions de Montréal, de Québec, de Sherbrooke et d'autres dans un domaine d'avenir.

La filière Géospatiale¹³

Projets structurants

L'industrie régionale de la géospatiale souhaite se doter d'un **Bureau de promotion du pôle d'excellence en technologie géospatiale**. Son mandat sera d'organiser et de

¹¹ Voir la fiche technique à l'annexe B

¹² Voir la fiche technique à l'annexe C

¹³ Voir la fiche technique à l'annexe D

développer le pôle d'excellence, de le positionner ainsi que de le faire rayonner dans les réseaux mondiaux de la géospatiale.

Cette initiative est probablement le premier projet porteur régional interpellant plusieurs domaines en technologies de l'information. Le projet de promotion de la GéoZone devrait être très porteur non seulement pour la région, mais également pour l'industrie entière. Elle pourrait notamment permettre à la région de Québec de se positionner très favorablement auprès des grands donneurs d'ordre mondiaux qui font actuellement face à une pénurie d'expertise et de main-d'œuvre qualifiée.

Concrètement, ce projet structurant permettra de consolider des acquis régionaux sur lesquels des stratégies de croissance à l'international peuvent être développées, à l'instar d'autres secteurs, où plusieurs critères d'excellence restent encore à développer avant de pouvoir en faire des secteurs à fort potentiel à court terme.

Le créneau d'excellence **Sciences de la vie** duquel découlent les filières **Diagnostic rapide, Instrumentation médicale, Chimie fine, NeuroCité.**

Pistes de développement

Dans le but de poursuivre la vision présentée pour le secteur et l'objectif de s'affirmer comme un pipeline d'innovation commercial, **trois initiatives structurantes** ou opportunités d'affaires sont proposées pour le développement de la région.

Initiative 1 – Diagnostic rapide

La région de Québec accueille plusieurs entreprises développant des technologies à la fine pointe destinées au diagnostic rapide. Plusieurs autres technologies sont en développement et on voudrait voir l'émergence de nouvelles entreprises, la promotion de ce secteur à l'internationale et l'attraction d'investissements comme outil de croissance.

- Outils diagnostics et traitement pour les maladies cardiovasculaires (investissements étrangers);
- Centre d'investigation et de traitement – obésité (vitrine technologique et centre de formation international);
- Développement, évaluation et implantation de nouvelles technologies en médecine (investissements étrangers).

Initiative 2- Chimie fine

L'impartition est un phénomène mondial dans l'industrie pharmaceutique. La fabrication d'ingrédients actifs à haute valeur ajoutée (chimie fine) est devenue une spécialité très recherchée. La région de Québec possède les atouts pour devenir un fournisseur mondial d'ingrédients actifs spécialisés pour l'industrie pharmaceutique en proposant une offre régionale basée sur une expertise de haut niveau.

Initiative 3 – NeuroCité

Il s'agit d'un centre mondial sur les Neurosciences – une NeuroCité qui vise la mise sur pied d'un vaste complexe regroupant des universités internationales, un institut de recherche clinique, le CNRC ainsi que des entreprises internationales dans les domaines pharmaceutiques et de la domotique. Ce projet s'intègre aussi avec la revitalisation du quartier d'Estimauville en collaboration avec la Ville de Québec. Ce projet a également un vaste potentiel d'attraction d'investissement évalué à environ 800 000 \$.

Le créneau d'excellence Aliments santé

Pistes de développement

Tel que présenté précédemment, l'exportation et l'innovation demeurent les éléments essentiels de la croissance économique. À cela s'ajoute la caractéristique de Santé et Nutrition des produits développés. L'initiative structurante vise à créer **un Consortium régional de fabrication en Aliments santé, orienté vers les marchés cibles des grandes entreprises internationales de la distribution alimentaire.**

Au niveau mondial, les grandes entreprises internationales de la distribution alimentaire qui seront particulièrement visées sont Unilever, Danone, Nestlé, Nutritional Johnson & Johnson, Mars Nutrition, Line Natural, qui recherchent toujours de nouveaux produits et l'endroit pour les fabriquer. L'initiative stratégique verra donc à structurer une offre régionale globale qui inclura, d'une part, la fabrication et le développement des produits innovants de type Santé et Nutrition et, d'autre part, la capacité de recherche et développement disponible dans la région. L'objectif est d'attirer des investissements de ces leaders mondiaux dans la fabrication de leurs produits sous marque privée dans la Capitale-Nationale.

Le créneau d'excellence Tourisme : Patrimoine-Culture/Nature

Pistes de développement

Plusieurs projets structurants donneront lieu à des investissements privés et publics/privés augmentant le nombre d'attrait touristiques de calibre international et permettant de fidéliser et d'augmenter de façon importante le nombre de touristes qui fréquenteront la région. À l'heure actuelle, un certain nombre de projets sont en cours de développement : le projet du Massif à Petite-Rivière-Saint-François, le projet d'hôtel-musée à Wendake, le projet de salle de spectacle Phénix – Hinson et le Parc Marin du Saguenay-Saint-Laurent.

Par ailleurs, le **secteur des croisières** est en pleine croissance dans le monde (plus de 14,5 % par année depuis 2000) et la région mettra tout en oeuvre pour augmenter sa part de marché. Plusieurs éléments lui sont favorables : la taille des nouveaux navires qui excède souvent le tirant d'air (hauteur maximale libre au dessus de la ligne de flottaison) permis par les ponts du Saint-Laurent, les attentes des compagnies de croisières qui cherchent à diversifier leur offre ainsi que leurs points de départ et d'arrivée, le fait que Québec possède toutes les infrastructures de base requises pour accueillir ces navires et leurs passagers. **Avec les partenaires du milieu, la région cherche à doubler le nombre de croisiéristes en devenant un port d'attache d'un ou de plusieurs navires.** Ainsi, en 2011, Québec souhaite accueillir 140 000 passagers par année (aujourd'hui environ 60 000) qui laisseraient plus de **50 M\$ de recettes touristiques annuelles**, grâce à une durée de séjour plus longue attribuable au caractère de port d'attache du navire. Outre les dépenses des croisiéristes et des équipages, des **retombées économiques** sont aussi attendues de **l'avitaillement**, de **l'entretien** et des **réparations de navires**.

Finalement, à l'aube des célébrations du 400^e anniversaire de Québec en 2008, nul doute que c'est l'ensemble des attrait touristiques de Québec qui profiteront de cette vitrine sur le monde et qui connaîtront une croissance significative de leur activité économique, et ce, pour quelques années.

Le créneau d'excellence : Assurances

Pistes de développement

Dans la perspective de l'avancement et de l'accélération du développement de l'industrie, les **pistes suivantes** doivent être privilégiées :

- Renforcer les liens industrie/maisons d'enseignement (il s'agit de la piste de développement prioritaire);
- Rehausser l'image de l'industrie;
- Favoriser le développement de ressources bilingues.

Ces trois initiatives seraient bénéfiques pour la région puisqu'elles favoriseraient l'embauche d'employés dans la région plutôt qu'ailleurs et permettraient d'accélérer le développement des maisons d'enseignement.

Au-delà des pistes que l'industrie entend privilégier, **d'autres initiatives** pourraient avoir des retombées extrêmement bénéfiques pour la région :

- Consolider la chaîne de fournisseurs : cette initiative permettrait d'augmenter l'utilisation de fournisseurs locaux et amènerait des sièges sociaux ou des bureaux régionaux de l'industrie de l'assurance dans la région.

Finalement, l'industrie analyse actuellement **certaines pistes de développement additionnelles** :

- Développer des produits ou services novateurs;
- Développer des ententes de type manufacturier/distributeur entre les sièges sociaux de la région.

L'industrie analyse actuellement la convergence de toutes ces pistes de développement à l'intérieur d'un **Institut d'assurance** dont la mission serait d'assurer le suivi systématique de ces pistes de développement¹⁴.

Le créneau d'excellence **Métaux et Matériaux avancés** duquel découle la filière **Bâtiment vert et intelligent pour la marché de la construction**.

Pistes de développement

Pour réaliser sa vision, le secteur mise sur le développement d'une importante vitrine technologique en construction verte et intelligente dans le cadre du projet récréotouristique du Groupe Le Massif. Dans ce contexte, les pistes de développement du créneau visent à :

- Offrir aux visiteurs l'expérience des maisons du futur commercialement disponibles et en expérimentation;
- Réduire l'impact environnemental et favoriser l'amélioration du bilan environnemental (application des principes de développement durable) pour un projet LEED;
- Profiter de l'attrait touristique pour sensibiliser et éduquer les visiteurs sur l'urgence de changer nos habitudes de construction tout en respectant l'environnement;
- Accroître l'attrait pour ce type d'habitation au sein de la population;
- Positionner et démontrer le savoir-faire québécois en matière de construction durable, tout en stimulant le développement de cette industrie au Québec;
- Démontrer la viabilité économique d'une utilisation poussée des technologies, des produits verts et des matériaux avancés disponibles, et encourager leur transposition dans le reste du Québec.

Ces pistes de développement ont donc pour objectif, en contribuant au projet de développement récréotouristique du Groupe Le Massif, de mettre l'emphase sur un axe « développement industriel et vitrine technologique en construction verte et intelligente ».

¹⁴ Le nom de l'organisme doit être officialisé en tenant compte de l'aspect régional (Desjardins est à Lévis), de l'aspect légal (trois instituts d'assurances existent déjà au Canada), de l'aspect image (l'industrie veut se positionner sous l'appellation ASSURANCE ET SERVICES FINANCIERS) et de l'aspect finalité de l'organisme (les autres choix sont union, regroupement, communauté, coalition).

Cette vitrine comportera entre autres une augmentation de l'impact économique du projet grâce à une mise en valeur du savoir-faire industriel et manufacturier de la région de Québec en matière de construction verte, écologique et technologique, tout en bonifiant le volet développement durable. De plus, l'attrait du site tel qu'imaginé par ses promoteurs peut alors être rehaussé par un nouvel attrait technologique et une utilisation intelligente des matériaux avancés. Le site du Massif pourrait alors devenir le plus gros projet vert en Amérique du Nord, procurant à la région un attrait unique supplémentaire. Cet axe permettrait d'ajouter au projet un impact significatif en terme de développement industriel du Québec, particulièrement pour les diverses PME manufacturières et technologiques pouvant bénéficier des retombées d'une telle initiative.

Dans ce contexte, **le projet du Massif** n'a plus seulement un impact récréotouristique et économique local, mais il devient un tremplin pour toute une industrie manufacturière. Le rayonnement du projet du Massif sur la scène internationale constitue un atout marketing indéniable. Véritable modèle d'écotourisme, le concept même du Massif sera renforcé par la mise en oeuvre des technologies proposées et profitera des retombées environnementales et économiques de ces technologies et matériaux.

Recherche-Développement-Innovation, un enjeu transversal majeur particulier à la région.

Pistes de développement

Afin d'intégrer le développement technologique au développement économique, le comité Accord sur la R-D propose de déployer sa stratégie pour favoriser :

Le développement des technologies

- Une Cité de l'innovation initiée à partir du campus de l'Université Laval permettant aux entreprises de pouvoir développer leurs installations directement en lien avec les sources d'innovation;
- Le support aux projets par la réalisation de preuves de concept permettant à l'équipe de recherche de mieux présenter le potentiel commercial d'une technologie aux entreprises susceptibles de l'utiliser, avec guichet unique pour le dépôt des projets;
- Un regroupement des forces dans les secteurs d'excellence afin de développer une masse critique concurrentielle à l'échelle internationale ;
- Une organisation structurée et compétitive pour la valorisation de la recherche et le transfert de technologie.

L'attraction des talents et la formation

- L'accueil et la rétention de la main d'œuvre spécialisés, particulièrement les chercheurs et les étudiants du 3^e cycle, avec l'objectif de doubler la masse critique de recherche dans la région sur les dix prochaines années, par le développement d'incitatifs financiers dédiés.

Un financement adapté et une image de marque

- Une stratégie pour l'obtention d'un financement adéquat de la recherche, tant en provenance du public que du privé;
- Une promotion nationale et internationale de nos forces régionales pour mettre en évidence « Québec, la force de la recherche » et attirer des investissements étrangers;
- Une table de concertation régionale pour maximiser le rapprochement entre les entreprises appuyées par des rencontres formelles avec des gens de l'industrie.

Avis de motion

Je donne avis qu'à une prochaine séance, il sera présenté un règlement créant une réserve financière pour appuyer la réalisation de projets découlant de l'entente de principe Action concertée de coopération régionale de développement de la région de la Capitale-Nationale (ACCORD).

La réserve est dotée annuellement d'une somme de 3 000 000 \$ provenant des fonds versés à la ville par le ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale en vertu d'une entente relative à la préparation et la mise en œuvre d'un plan de développement économique.

Ce règlement est soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de l'ensemble du territoire.

Dispense de lecture de ce règlement est demandée puisque tous les membres du conseil ont reçu une copie du projet de règlement.